

Général Bonnet de La Tour

LE FÉDÉRALISME NORMAND

Brécourt

« La Bataille sans Larmes »

13 juillet 1793

Impr. G. DISSLER - La Ferté-Macé (Orne)

3.000
Au Commandant Serdel
du 13^e Bⁿ de Chasseurs
Son capitaine adjoint major

~~9 mm pour~~

juillet 1964

LE FÉDÉRALISME NORMAND

LA BATAILLE SANS LARMES

(Brécourt 13 Juillet 1793)

LE FÉDÉRALISME ET LA CONVENTION

Vers la fin de mai 1793, alors que les armées de la coalition se rassemblaient aux frontières de la France, un danger nouveau menaçait la République : le Fédéralisme.

La province, c'est-à-dire la majorité des départements, considérait la Révolution comme terminée, les objectifs de 1789 étaient atteints, cela suffisait ; « on était las de la Révolution ». La province était hostile à Paris ; elle se rendait parfaitement compte que la Convention était contrainte de délibérer sous la menace d'une émeute de la Commune de Paris et que celle-ci était elle-même le jouet des factions où les violents terrorisaient les modérés.

Les journées du 31 mai et du 2 juin furent considérées en province comme le triomphe des « anarchistes ». Le décret du 2 juin ordonnait l'expulsion de 23 membres de la Convention et leur mise en surveillance. Certains restèrent chez eux, d'autres s'échappèrent ; parmi ces derniers Buzot, député de l'Eure.

Arrivé dans sa ville natale, Buzot trouva ses concitoyens d'Evreux très hostiles à la Convention et on l'assura que toute la Normandie était lasse des Parisiens et des Maratistes : royalistes ulcérés de l'exécution de Louis XVI, catholiques furieux des poursuites engagées contre les prêtres non jureurs, paysans hostiles à la levée en masse et aux réquisitions, gens des villes menacés par la famine, bourgeois « les honnêtes gens » comme ils s'intitulaient, qui voulaient la paix.

Le 13 juin, à l'instigation de Buzot, le département de l'Eure déclara que « la Convention n'est plus libre » et décréta la levée d'une force de 4 000 hommes pour

marcher sur Paris. Les départements voisins furent invités à suivre cet exemple.

Buzot s'en vint à Caen où l'état d'esprit était encore plus défavorable à la Convention ; il fit arrêter à Bayeux, Romme et Prieur (de la Côte-d'Or), Représentants en mission. Ils furent transférés à Caen et emprisonnés. Que faisaient-ils à Bayeux ? Ils y avaient été envoyés par la Convention pour presser l'organisation de l'Armée des Côtes de Cherbourg dont la mise sur pied avait été décidée en février. La Convention craignait un débarquement d'émigrés sur les côtes de la Manche, car les émigrés étaient nombreux en Angleterre et dans les îles Anglo-normandes. On leur prêtait des projets d'invasion qu'ils n'avaient probablement pas et qu'ils étaient incapables de mettre à exécution ; mais il y avait les Anglais derrière.

Quoi qu'il en soit, il existait, sur le papier, une armée des Côtes ; elle avait même un général mais pas de soldats... ou si peu. Le général s'appelait Wimpffen, il résidait à Bayeux ; comme il sera beaucoup question de lui, il convient de résumer ses états de services et sa situation dans le pays.

Félix de Wimpffen est né en 1744 à Minfeld, village de l'Evêché de Spire. Fils de petite noblesse du Palatinat, il se mit avec son frère aîné, au service de la France. Il fait la guerre de Sept Ans en Allemagne, d'abord au Régiment Royal de Deux-Ponts, puis au Régiment de La Marck. Comme capitaine, il participa en 1768-1769 à la conquête de la Corse, avec le Régiment de La Marck, dont il deviendra colonel en 1776.

Wimpffen était entré en relations avec le Comte de Saint-Germain, et lorsque, pour départager les partisans de l'ordre mince de ceux de l'ordre profond, on fit au camp de Vaussieux, près de Bayeux, une série de manœuvres, Félix de Wimpffen y participa. Il ne résulta rien des expériences de Vaussieux, mais Wimpffen y trouva une femme : Marie, Aimée, Charlotte de Bailleul, d'une excellente famille de Bayeux, orpheline et possédant une jolie fortune. Le 24 octobre 1778, le mariage fut célébré et Wimpffen devint seigneur et patron de Saint-Germain-de-La-Lieue.

En 1780, Félix de Wimpffen est Mestre de camp, colonel du régiment de Bouillon, en 1781 il est au siège de Port-Mahon, l'année suivante à celui de Gibraltar ; il sera promu brigadier en 1784. Revenu en Normandie, pourvu d'une belle fortune, d'une jeune femme très en vue dans l'aristocratie locale, Wimpffen est adopté par la Normandie et en 1789, il est élu 3^e député de la Noblesse de Bayeux aux Etats généraux.

Il est naturellement Colonel général des Volontaires Nationaux de Bayeux ; on dit que c'est lui qui proposa l'appellation de Calvados pour ce département, nouvellement constitué qu'on avait d'abord dénommé Orne-Inférieure.

En 1790-1791, Wimpffen siège à l'Assemblée Nationale où il est l'auteur d'un projet de loi sur les délits et peines militaires, sorte d'avant-projet du Code de justice militaire. En 1792, il sert à l'armée du Centre, sous les ordres de La Fayette et en mai, il est nommé commandant de la place de Thionville. Le 23 août 1792 un détachement de l'armée prussienne se présente devant Thionville ; le 5 septembre, Brunswick somme Wimpffen de rendre la place : il refuse. Alors l'investissement commence et par de brillantes sorties Wimpffen entrave les travaux de blocus. Celui-ci se resserre néanmoins et la place souffre du manque de vivres et des effets du canon, puis le 12 octobre les Prussiens se retirent. La Convention félicite Wimpffen, son nom devient synonyme de Défenseur de la Patrie. Il est mis en musique : *Le Siège de Thionville*, drame lyrique en 2 actes, paroles des citoyens Dutil et Saulnier, musique du citoyen Jadin.

Wimpffen était revenu dans le Calvados quand il fut question de l'armée des Côtes de Cherbourg. Il y avait à Caen un jeune clerc de procureur devenu procureur-syndic du Calvados, nommé Bougon-Longrais. Bon républicain, ardent girondin, intelligent et très remuant, Bougon-Longrais vint à la barre de la Convention pour demander d'accélérer la formation de l'armée des Côtes et il fit accepter la désignation de Félix de Wimpffen pour le commandement de cette armée. Deux représentants furent envoyés en mission pour en hâter l'organisation. Il est permis de se demander si c'était leur seule mission. Wimpffen était suspecté, sinon de royalisme, tout au moins de tiédeur républicaine. Il avait eu l'idée de se faire assister d'un conseil d'administration formé de civils d'opinion fort modérée et surtout il avait mis en place un peu partout et avec avancement des officiers de sa connaissance, anciens nobles réputés royalistes, bien qu'il eût garanti leurs opinions républicaines. La Convention avait son service de renseignements et il est probable que Romme et Prieur (de la Côte-d'Or), envoyés en mission, devaient surveiller les agissements de Wimpffen. Ce fut certainement le motif principal de leur arrestation le 10 juin 1793. Wimpffen s'était constitué un état-major assez étoffé, comprenant d'anciens officiers de l'armée royale, peut-être républicains, mais hostiles à la Convention. Le

chef de l'état-major était Joseph de Puisaye dont nous aurons à parler ; quant aux troupes, elles étaient exclusivement des unités territoriales, canonniers garde-côtes répartis sur le littoral. A l'intérieur de la Normandie, il n'y avait que de faibles éléments très éparpillés, mal équipés et sans armes : des dépôts.

Fin avril 1793, Wimpffen avait obtenu la levée d'un régiment de cavalerie de douze compagnies. Chacun des départements : Manche, Orne, Calvados, Eure devait lever, habiller, équiper, trois compagnies lesquelles formaient un escadron. L'uniforme fut fixé : habit bleu roi, gilet et col écarlate, parements et revers bleus, culotte chamois, casque de dragon. La Manche leva la première compagnie et leur donna le nom de Dragons de la Manche ; il y eut aussi des Dragons de l'Eure ou du Calvados. Fin juin 1793, il n'y avait guère que deux ou trois compagnies en état de marcher ; on était donc bien loin des douze compagnies prévues. Wimpffen avait nommé un colonel des Dragons de la Manche, Alexandre de Puisaye, marquis de Beaufossé, cousin de Joseph Puisaye, chef d'état-major. Le choix ne paraît pas mauvais, Alexandre de Puisaye avait commandé un régiment de cavalerie pendant les guerres de Pologne, mais il était assez en froid avec son cousin Joseph.

Buzot avait été rejoint à Caen par d'autres Girondins, échappés de Paris à la veille de leur arrestation : Barbaroux, Gorças, Guadet, Pétion, etc. Cet ensemble forma un petit Parlement avec tous ses défauts. Tous ces Girondins étaient des avocats, jeunes et grandiloquents ; l'éloquence coulait à flots avec selon la mode de l'époque des références à l'histoire romaine : Marat est César, on évoque le poignard de Brutus. Il ne faut pas s'étonner du geste de Charlotte Corday qui allait les écouter et leur écrivait son admiration.

Ainsi nos Girondins décidèrent de constituer une assemblée nationale de résistance à l'oppression et ils invitèrent les départements normands et bretons à envoyer des délégués à Caen. La Bretagne qui était déjà en état d'insurrection adhéra d'emblée aux propositions de Buzot. L'évêque constitutionnel de Bayeux, Fauchet, les Sociétés de Pensée apportèrent leur appui : bref le mouvement fédéraliste prenait forme et se donnait une raison sociale : « La France n'est pas dans Paris ; elle est formée de 84 départements. »

Il y avait à Caen une société populaire qui faisait beaucoup de bruit : les Carabots. Elle avait pour devise : « l'exécution de la loi ou la mort » et pour emblème une

bande d'étoffe noire avec une tête de mort et deux tibias. Malgré cette apparence anarchiste, les Carabots se recrutaient dans la petite bourgeoisie, les fonctionnaires et la franc-maçonnerie dont une loge avait été installée à Caen en 1768. Très dynamiques, un peu braillards, les Carabots intimidaient les bons bourgeois de Caen ; ils avaient constitué une milice spéciale. Républicains de 1792, les Carabots étaient Girondins et Buzot n'eut aucune peine à les enrôler dans le Fédéralisme. Leur président, le citoyen Legrand, prêta serment sur leur bannière à tête de mort en ces termes : « Je jure de ne l'abandonner qu'à la mort et de la rapporter entière ou teinte de mon sang ». De tels serments sont rarement tenus ! Un Carabot influent, Louis Caille, professeur de rhétorique, fut nommé procureur syndic du district de Caen, il avait 25 ans et de l'énergie. Wimpffen reçut des Carabots le brassard noir et la tête de mort, il faisait déjà partie d'une autre société de pensée, celle des Amis de la Liberté et de l'Egalité laquelle avait des clubs dans les principales villes de Normandie. Bref le mouvement fédéraliste se développait

La Convention avait appris l'arrestation de ses deux représentants en mission à l'Armée des Côtes et était impuissante à les faire libérer. Elle constatait que le mouvement fédéraliste s'étendait avec rapidité : Lyon, Bordeaux, Marseille, Toulon, la Vendée, la Bretagne, la Normandie : 64 départements hostiles à l'Assemblée. Avec cela, la guerre aux frontières, la disette partout. Certains Conventionnels penchaient pour la temporisation et étaient bien d'avis que la Commune de Paris exagérait. Heureusement qu'il y avait les énergiques, les audacieux. Danton prit la parole ; aucune négociation avec le Fédéralisme ne devait être envisagée.

« La foudre gronde et c'est au milieu de ses éclats que le grand œuvre qui assurera le bonheur de vingt-quatre millions de Français sera produit. »

Du coup, les Girondins exclus de l'Assemblée furent mis en accusation (quelques uns sont venus retrouver Buzot), c'est la guerre contre les révoltés de l'intérieur. Et, en toute hâte, la Convention vote une nouvelle Constitution « qui doit faire le bonheur du Peuple » (24 juin 1793).

De Caen, Bougon-Longrais répondit au discours de Danton : « Mort aux agitateurs » et comme on cherchait un chef pour l'armée fédéraliste, Bougon-Longrais proposa Wimpffen. Celui-ci accepta et prêta serment.

Le Ministre de la Guerre Bouchotte, informé, convoqua le général Wimpffen à Paris pour lui demander quel-

ques explications. Wimpffen répondit : « Qu'il irait à Paris à la tête d'une armée de soixante mille hommes ».

La réponse était fière, mais c'était une gasconnade, car Wimpffen n'en avait pas le premier élément !

Le 28 juin Félix Wimpffen et Puisaye étaient destinés par la Convention. Caen riposta immédiatement par la lettre suivante :

« L'Assemblée générale du Calvados me charge de vous répondre que les personnes de Félix Wimpffen et de Barbaroux et tous les bons citoyens qui ont été frappés d'accusation par une minorité factieuse qui ose se dire la Convention Nationale seront toujours sous la protection de la très grande majorité des citoyens français contre l'oppression des scélérats qui veulent maîtriser la France et dont le despotisme est à la dernière heure. »

FORMATION DE L'ARMÉE FÉDÉRALISTE

Le choix de Félix Wimpffen pour mettre sur pied et commander l'armée fédéraliste était-il heureux ? Non sans doute puisqu'il a échoué ; mais ce choix s'imposait. Félix de Wimpffen était extrêmement populaire dans le Calvados. Homme d'une courtoisie parfaite, de relations agréables, ses états de services étaient brillants ; il pouvait rallier beaucoup de monde autour de lui : c'était un drapeau. Mais l'urbanité et la bravoure personnelle ne suffisent pas. Il fallait un homme ardent, organisateur, ayant du caractère, or Wimpffen en manquait. L'un écrit : « Prétentieux, chimérique, sans activité, l'intelligence lui manquait plus encore que la droiture ». L'autre renchérit : « Il a trompé tout le monde sur ses opinions et ses capacités. » On l'a accusé de duplicité, de relations avec les émigrés, d'avoir reçu des émissaires anglais. C'est possible mais son cas n'est pas unique à l'époque. A notre avis, Wimpffen est comparable à La Fayette : plein d'idées généreuses puis effrayé de leurs conséquences, indécis, velléitaire, grandiloquent puis timoré, audacieux pour retomber peu après dans l'abattement : rien d'un Bonaparte ou d'un Danton.

La principale préoccupation du général Félix de Wimpffen fut évidemment de constituer son armée pour marcher sur Paris. Il comptait sur trois sources de recrutement : d'abord les troupes de l'armée des Côtes relevant de son autorité ; ensuite sur les unités constituées par les districts et départements normands, enfin sur une masse de volontaires répondant aux appels enflammés de Buzot et consorts.

Il fallut déchanter.

Les éléments purement territoriaux de l'armée des Côtes ne pouvaient être utilisés : gardes-côtes, miliciens sans armes et sans instructions, ils ne sauraient être d'aucune utilité. Il restait des éléments de cavalerie répartis un peu partout, souvent à très faibles effectifs, des dépôts en quelque sorte, par exemple le 22^e Chasseurs, et surtout les compagnies de Dragons de la Manche formées ou en formation. Les officiers et surtout les sous-officiers étaient pour la plupart républicains et le mouvement fédéraliste ne leur disait rien de bon. Or, ils reçurent directement le 25 juin, du Ministre de la Guerre, l'ordre de venir à Versailles ou Orléans pour se mettre à la disposition de la Convention. Lorsque, de son côté, Wimpffen leur donna l'ordre de rejoindre Bayeux ou Caen, les officiers furent fort hésitants. Joseph Puisaye, chef d'état-major avait déjà fait en juin une tournée dans l'Orne et avait constaté que les élus, en bons Normands, ne répondaient ni oui ni non. Il y avait trois garnisons : Alençon, Séez, Argentan, de chacune une compagnie de dragons de la Manche. A la vérité, il y avait beaucoup de chevaux au haras du Pin et aux Jacobins d'Argentan. A Alençon, Puisaye avait vu le capitaine Bonnet, ferme républicain ; à Séez le lieutenant Perron très perplexe, à Argentan le capitaine Boissard attendant les ordres de la municipalité. Quand il fallut passer à l'action, Joseph Puisaye accompagné du lieutenant de gendarmerie Hyacinthe Villette se présenta à Séez. Le lieutenant Perron sollicita les ordres de la municipalité qui répondit évasivement. Puisaye s'en vint à Argentan où il trouva les gens très indisposés contre lui. Pour ne pas rentrer bredouille, il alla aux Jacobins, rafla 49 chevaux le 3 juillet vers une heure du matin et les ramena à Falaise.

Le département avait refusé à Wimpffen les chevaux du haras du Pin, et Puisaye n'avait osé tenter un coup de main sur Alençon où il y avait 800 chevaux gardés par 60 cavaliers non armés ! Bref, de toute son équipée dans l'Orne, Puisaye ramenait de Falaise 200 chevaux et 100 cavaliers si mal équipés qu'ils attachaient leur sabre à la ceinture avec une ficelle !

Après le passage de Puisaye, les militaires restés sur place écrivirent à la Convention pour souligner leurs bons sentiments républicains. « Le capitaine Bonnet versera son sang pour la République. » A Argentan, le maréchal des logis Gruat donne les noms des officiers et sous-officiers républicains et ajoute en post-scriptum : « N'oubliez pas les voleurs de chevaux commandés par le scé-

lérat Malo, capitaine, et les lieutenants Christophe et Hérault ».

Bref, en ce qui concerne les troupes relevant de Wimpffen, quelques unités se mirent en route sans empressement excessif, se disant qu'en faisant un bout de chemin vers Evreux, on obéissait à la fois à Wimpffen et à Bouchotte.

Seul le 6^e Bataillon *bis* de Volontaires du Calvados répondit avec enthousiasme à l'appel de Wimpffen pour des raisons bien personnelles : c'étaient tous des gens de Bayeux. Formé en septembre 1792 à Bayeux, ce 6^e bataillon *bis* avait été dirigé sur l'armée du Rhin, où il ne paraît pas avoir été engagé, puis envoyé en avril 1793 en Bretagne contre les Vendéens. Suspect à Tallien, celui-ci renvoya le 6^e bataillon *bis* du Calvados au Mans. C'est dans cette ville que son chef, le commandant Leroy, apprit la formation d'une armée fédéraliste ; or, Wimpffen était très aimé de tous les officiers et soldats : passant outre à l'ordre qu'il venait de recevoir de rester au Mans il se mit en route sur Alençon, où Puisaye vint l'accueillir et lui donner l'ordre de se rendre à Evreux, point de concentration de l'armée Wimpffen ; il paraît qu'en cours de route un certain nombre de soldats désertèrent. C'était néanmoins un apport considérable de forces : 6 compagnies : une de grenadiers, une de canonniers, une de chasseurs, trois du centre, au total 800 hommes bien entraînés.

La seconde source de recrutement sur laquelle comptait Wimpffen fut vite tarie. Il espérait que chaque département normand, à l'exemple de la Bretagne, lui enverrait un bataillon. Seuls le Calvados et l'Eure fournirent deux ou trois compagnies, Bayeux donnant l'exemple en envoyant à Caen 16 grenadiers, 92 fusiliers, 10 canonniers. La Seine-Inférieure avait nettement pris position en se déclarant hostile au mouvement fédéraliste. La Manche, par contre, avait adhéré au mouvement et fait un geste spectaculaire en invitant les représentants de la Convention à quitter le département ; puis on attendit les événements. Wimpffen accompagné de Caille vint à Coutances le 1^{er} juillet et repartit sans avoir obtenu autre chose que de vagues promesses. Restait l'Orne, ou tout au moins Alençon et Argentan, car Laigle, Domfront, Mortagne étaient pour la Convention. Or, la Convention avait dépêché des délégués en mission, seul moyen de maintenir les populations dans le droit chemin. Les citoyens Bouisse et Lesouque arrivent à Alençon et sont enchantés d'apprendre de la bouche du capitaine Bonnet

que lui et ses soldats sont d'ardents républicains et qu'il se défendrait énergiquement, si seulement ils avaient des sabres et des pistolets ! Heureusement qu'il y a Bonnet, car l'état d'esprit des gens d'Alençon n'est pas fameux et les deux délégués faillirent être arrêtés. « Les auteurs de ce mauvais esprit sont Valazé, le frère du député et le lieutenant Villette, de la gendarmerie de Verneuil ».

A Argentan, ce sont les citoyens Dufour et Prière qui se présentent : réception correcte, sans plus. C'est au club des Jacobins que les envoyés se retrouvent dans leur véritable élément. Il y a là Chapsal, Courménéil, Goupil de Préfelne, tous les vrais républicains d'Argentan. « La distribution d'exemplaires de la nouvelle Constitution produit le plus merveilleux effet ».

Dufour et Prière ont reçu des pétitions et écrivent : « L'esprit n'y est pas aussi mauvais qu'à Caen, mais il y a la contagion de Falaise où la Convention n'a envoyé aucun délégué ». La municipalité d'Argentan qui avait d'abord obéi à la loi sur le maximum a été obligée de lever la taxe, car au lieu de recevoir 300 boisseaux de blé, les marchands n'en ont apporté que 9. Les marchés se passent chez les fermiers, sinon c'est la disette et ils ajoutent : il faudrait envoyer à Argentan un bataillon de bonnes troupes, 6 pièces de canon, (3 de 4, 3 de 8), des munitions et des subsistances.

Quelques jours après, ils demandent également « l'envoi d'un bataillon à Gacey ». On se demande où le ministre de la Guerre aurait pu les prendre !!

Terminons par une note inattendue : les deux délégués estiment que pour lutter contre le fédéralisme, l'achat des consciences élastiques n'est pas une mauvaise méthode. Ils demandent qu'on mette à leur disposition quelques fonds secrets. Ils n'ont rien reçu tandis qu'un certain Bottu, déguisé en marchand, est largement pourvu d'assignats.

Après les tournées de Wimpffen, Puisaye, Caille et autres, Buzot et ses collègues constatent amèrement que « les campagnes ne suivent pas le mouvement ». C'est que, par nature, le paysan normand est peu prompt à l'enthousiasme pour les grandes idées, il est lent à se mettre en action et il se méfie des beaux parleurs, « des grands diseurs de rien », surtout quand ils viennent de Paris. Certes, les paysans ne sont pas favorables à la Convention dont les récents décrets leur déplaisent : levée de 300 000 hommes, réquisitions des grains et des bêtes de trait, visites domiciliaires, manque de pain, tracasseries de toute nature ; certes ils ont été étonnés de voir guillo-

tiner le Roi, sans toutefois réagir ; par principe ils sont hostiles aux Parisiens ; mais de là à quitter les champs à l'époque de la fenaison et de la moisson, alors que l'on manque de grains, de là à prendre un fusil et à risquer sa peau, il y a un abîme. Le paysan estimait que les gens des villes n'avaient qu'à se débrouiller, lui resta à ses foins et à ses blés.

La troisième source de recrutement fut la grande espérance suivie de l'amère désillusion. Les Carabots se présentent les premiers, une centaine de volontaires et deux pièces de canon. Buzot a prononcé un discours qui a enthousiasmé les patriotes ; un registre des volontaires est ouvert à l'église Saint-Etienne de Caen : 1 500 noms s'y alignent d'emblée ; 8 jours après 1 455 sont venus rayer le leur. On est au début de juillet, l'armée fédéraliste attend toujours ses 60 000 hommes. Fin juin, un petit détachement de cavaliers et de volontaires (à peine deux cents) a quitté Caen pour Evreux, il faudrait maintenant avoir une masse. Tout ce que l'on trouva, ce fut de prélever cinq hommes par compagnie de 60 hommes de la la Garde Nationale ; mais les femmes des désignés veulent garder leurs maris ou partir avec eux. Ce mode de recrutement fut baptisé la « Corvée d'Evreux ». C'est dire l'enthousiasme !

A Evreux, base de concentration de l'armée fédéraliste, on avait commencé les approvisionnements, il y avait également des troupes, mais quelles troupes ? Le citoyen Cheval, envoyé à Rouen par la Convention pour organiser les bataillons de volontaires, fait un petit détour par Evreux et écrit le 5 juillet qu'il n'y avait à Evreux que 800 hommes d'infanterie, dont une bonne partie n'était pas en état de porter les armes et 200 Dragons de la Manche dont la moitié n'avait ni selle ni bride.

Si la Normandie répondait fort modestement à l'appel de Buzot, la Bretagne avait au contraire donné avec enthousiasme. Il existait déjà dans chaque département breton un bataillon de volontaires bien constitué, bien équipé, convenablement encadré. Le bataillon d'Ille-et-Vilaine fut dirigé sur Caen où il arriva le 3 juillet. Il fut reçu avec des manifestations d'enthousiasme ; s'apercevant qu'il était seul il menaçait de repartir.

Lorsqu'on apprit à Caen que la Convention préparait une armée pour s'opposer aux insurgés normands, Buzot exigea de Wimpffen la mise en marche de ses troupes. Il estimait, avec raison, qu'il fallait faire vite, marcher sur Paris avant que les Parisiens fussent rassemblés, et entraîner, avec le bataillon breton, tout ce qui était à Caen.

Le dimanche 7 juillet, sur le grand cours de Caen, Wimpffen passa en revue l'armée fédéraliste ; drapeaux, emblèmes, devises, discours, chant de la *Marseillaise des Normands*, rien n'y manqua. On termina par un appel aux volontaires, il s'en présenta 17. Charlotte Corday, qui sans doute assistait à la revue, écrivait dans une de ses dernières lettres, son admiration pour « le courage avec lequel nos volontaires se sont enrôlés » !

Enfin, ce qui avait pu être rassemblé à Caen se mit en marche sur Evreux. Sur tout le parcours l'accueil fut chaleureux ; les populations recevaient généreusement les soldats qui venaient de faire étape par un beau soleil de juillet et les abreuyaient généreusement.

A Evreux, le commissaire des guerres Brissoys a organisé le ravitaillement, tâche difficile car la disette sévissait. Là, les éléments venus de Caen trouvèrent le 6^e bataillon *bis* du Calvados, deux compagnies de Dragons de la Manche (commandant Lair), des chasseurs d'Evreux, les chasseurs du 22^e Régiment (la Bretèche), aux ordres du commandant Dupont. Ces cavaliers marchaient sur Paris, conformément aux ordres du Ministre, et sur Evreux conformément aux ordres de Wimpffen. Ils s'étaient arrêtés à Evreux, hésitants : continuer ou s'arrêter ? Ils furent si bien reçus qu'il ne demandèrent qu'à prolonger leur séjour « à condition qu'on leur fit violence ». On leur expliqua que leur présence était nécessaire pour garder les caisses publiques ; quand ils voulurent partir le peuple leur barra la route, les cavaliers ajournèrent leur départ et reprirent place au feu, à la chandelle et à la table de l'habitant. Un peu gênés, ils crurent bon d'en aviser le Ministre et ils écrivirent bien naïvement : « Quand nous avons voulu partir, les habitants étaient rangés en bataille, canons braqués contre nous. Nous n'avons pas jugé à propos d'ensanglanter notre petite patrie et de couvrir nos familles de deuil par une résistance » !

A Evreux les Fédéralistes disposaient d'une dizaine de pièces de canon mais on s'avisa qu'il n'y avait pas de boulets. Un coup de main sur une fonderie près de Conches en procura suffisamment.

Enfin Evreux héberge les représentants du Calvados, Bougon-Longrais tête de file, lesquels vont marcher avec les troupes et les enthousiasmer par leur éloquence. Pour l'instant ce ne sont que discussions et motions entre Bougon, Levesque, Mesnil, Normand et les membres du district d'Evreux.

Le 10 juillet, le bataillon d'Ille-et-Vilaine arrivait à Evreux ainsi que Joseph de Puisaye, désigné pour prendre le commandement de l'avant-garde fédéraliste.

Joseph, comte de Puisaye avait 38 ans. Il avait une stature imposante et beaucoup d'assurance. Né à Mortagne, il avait pris du service, son unité ayant été réformée, il avait acheté une charge de capitaine aux Cent Suisses du Roi. A la suite de son mariage avec la fille unique du marquis de Menilles, il s'était fixé dans la région d'Evreux. Ancien député de la Noblesse au Perche, il fut nommé chef de la Garde Nationale de l'Eure. Lors de la formation de l'armée des Côtes, Wimpffen le prit comme chef d'état-major et le fit nommer général. Était-il bien désigné pour commander l'avant-garde fédéraliste ? ce Joseph Puisaye qui, au dire du capitaine Saint-Front, officier d'ordonnance de Wimpffen « n'avait fait autre chose que de conduire le Roi, de ses appartements à la chapelle ». Lui n'en doutait certainement pas, car il se croyait destiné à réussir dans toutes les entreprises. La suite de sa vie devait montrer que son caractère et ses capacités n'étaient pas à la mesure de son ambition.

FORMATION DE L'ARMÉE RÉPUBLICAINE

Peu après la réponse insolente de Félix de Wimpffen, la Convention reçut de Caen l'avis « qu'on ne reconnaîtra la validité de ses actes qu'après qu'elle aura recouvré son intégralité et sa liberté en secouant le joug des factions et de la Commune ». C'était la rupture.

Si la soixantaine de départements qui s'étaient insurgés contre la Convention se mettait en marche sur Paris, c'en était fait de la République. Il fallait donc agir et parer au danger qui menaçait Paris et la Convention.

Bouchotte, Ministre de la Guerre, fut chargé « d'arrêter l'armée fédéraliste en réunissant vers Mantes une formation d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie pour assurer la couverture de Paris ».

En consultant ses cartes et ses tableaux d'effectifs Bouchotte trouva comme disponibles éventuels : un bataillon de Seine-et-Oise, un bataillon de Seine-et-Marne, deux bataillons de Seine-Inférieure, un bataillon de l'Yonne, tous gardes nationaux peu ou pas instruits et difficiles à mettre en mouvement ; puis un bataillon du 19^e d'Infanterie légère, et ce qui était plus sérieux 400 gendarmes de la 33^e division et 200 hussards du 8^e régiment. Il espérait trouver 8 ou 10 pièces de canon et les attelages pour les caissons. Tout cela était le maximum.

Il fallait un chef : Charles Sepher fut désigné pour commander les troupes chargées d'arrêter les fédéralistes

et nommé général de brigade. C'était un homme de quarante ans, d'une taille voisine de six pieds, le visage ouvert, les yeux bleus, marqué de la petite vérole. Il habitait avec sa femme et ses enfants, rue Coquillière où il exerçait la profession de tailleur d'habits.

Charles Sépher avait servi quarante mois au régiment de Dragons Colonel général, commandé par le duc de Coigny. Mis en congé en 1779, sa haute taille et sa belle prestance lui valurent la place de suisse de l'église Saint-Eustache. Il y était encore pendant la Révolution, honorablement connu de toute la paroisse. Il fit naturellement partie de la Garde Nationale avec le grade de sergent et il se lia d'amitié avec un ouvrier joaillier, d'origine belge, Beaudouin dit Boulanger, lequel fréquentait assidûment le club des Jacobins. Après le 10 août 1792, la Garde Nationale fut réorganisée, Sépher fut promu capitaine de la Garde, section Halle au Blé, Boulanger fut nommé lieutenant.

En sa qualité de suisse de Saint-Eustache, Sépher connaissait bien tous les vicaires, en particulier Xavier Audouin, dont l'éloquence enthousiasmait l'ancien Dragon. Or Xavier Audouin était lui aussi devenu un assidu au club des Jacobins ; si bien qu'il jeta la soutane aux orties, et épousa Sylvie Pache, âgée de 16 ans, fille du Ministre de la Guerre remercié pour incapacité mais devenu Maire de Paris. Pache n'eut pas de peine à caser son gendre, comme secrétaire général, auprès de son successeur Bouchotte. C'est Xavier Audouin qui proposa Charles Sépher pour commander les troupes que l'on devait réunir à Mantes. La nomination au grade de général de brigade s'imposait, et Charles Sépher s'empressa de prendre Boulanger pour adjoint (5 juillet).

Le Ministre de la Guerre travaillait sérieusement et il avait un état-major qui connaissait son métier : avoir une vue d'ensemble, donner des directives. Mais le métier n'était pas facile, car les bataillons de gardes nationaux obéissaient peu. Aussi après l'énumération des troupes mises à la disposition de Sépher on ajoute : « Ces forces devront se rassembler à Mantes, si les ordres sont remplis » (ce ne fut pas le cas).

Des ordres sont donnés pour les subsistances, les fonds, les hôpitaux et un commissaire des guerres sera désigné.

Une force de couverture est prévue : 400 gendarmes de la Gendarmerie nationale, 50 gendarmes à cheval se porteront sur Vernon avec des canonniers et deux pièces de canon.

La mission de Sépher est parfaitement définie : « Votre mission est de protéger la navigation de la Seine, la libre circulation des subsistances et les citoyens attachés à la République Une et Indivisible. Il est nécessaire que vous et votre état-major vous rendiez là sans délai. Vous jugerez s'il est convenable de faire occuper les postes de Pacy-sur-Eure et Pont-de-l'Arche. »

L'Etat-Major de Sépher comprenait Boulanger adjoint, un chef Hernoult, quatre officiers et un commissaire des guerres. Enfin, on annonce les représentants Lindet et Duroy, lesquels seront suivis deux jours après par Bonnet, du Calvados. « Vous devez déférer aux réquisitions des Représentants du Peuple, vous aurez attention en toutes circonstances d'appuyer leurs mesures et de contribuer à ménager la considération due à la fonction dont ils sont revêtus ». Eux, « devaient prendre toutes mesures nécessaires pour réprimer les rebelles de l'Eure et du Calvados ». Tout cela est parfaitement net, mais nous verrons le retard mis dans l'acheminement des troupes, et le général Sépher attendre une semaine avant de rejoindre son poste. Bref, le Ministre a beaucoup de mal et un peu désabusé, il écrira le 17 juillet : « Je vais réitérer les ordres pour les effets de campement et les services. La difficulté qu'il y a pour le Ministre de réaliser quelque chose même à portée de Paris, vous fera sentir aisément que ces difficultés se centuplent à mesure que le point est loin de là. »

A Paris, les renseignements étaient fort divergents. Tantôt le Fédéralisme est représenté comme ayant totalement échoué et il ne restait qu'une poignée d'exaltés trompés par « l'infâme Buzot » ; tantôt on croit qu'à Evreux, il y a dix mille hommes et de nombreux canons. Cependant les communications étaient loin d'être coupées entre la Normandie et Paris. Nous avons vu le commissaire des guerres Cheval, envoyé à Rouen faire un petit détour par Evreux et il est étonnant que Paris ne fut pas mieux informé. Les nouvelles, surtout les fausses, se propageaient rapidement ; les populations de la vallée de la Seine étaient inquiètes et les gens de Vernon tremblaient depuis trois semaines. Dès le 23 juin, le Conseil général de Vernon écrit au Ministre de la Guerre : « La ville de Vernon est dans la plus grande inquiétude. Des bruits se sont répandus dans notre commune que les ci-devants administrateurs du département de l'Eure voulaient faire marcher la force armée contre Vernon. Le Conseil général de la commune a fait sur-le-champ battre la générale et sonner

« le tocsin et aussitôt les citoyens se sont mis sous les armes ne faisant qu'une famille de frères ; nos frères des campagnes, au son du tocsin, sont venus pour vaincre ou mourir avec nous... tous ces bruits se sont dissipés et n'ont servi qu'à faire voir notre courage... mais nos forces ne répondent pas à notre courage ; nous sommes dépourvus de munitions de guerre. Envoyez-nous de ces braves Parisiens, de ces vainqueurs de la Bastille ; qu'ils viennent fraterniser avec nous ». Trois jours après, nouvelle lettre, encore plus pressante : « Une incendie chez nous peut-être encore plus funeste que celle de Vendée. » Ainsi, alors que les fédéralistes n'avaient pas encore un seul élément combattant, Vernon vivait dans l'angoisse.

Le 7 juillet arrivait dans cette petite ville un certain Benoist, fonctionnaire du Ministère de la Guerre. Il semble que son métier fut celui d'un intendant militaire actuel, un commissaire des guerres chargé de préparer l'arrivée des troupes de couverture à Vernon. Benoist adressa un rapport sur son activité, laquelle fut grande. Le 7 juillet, il trouve la Garde nationale de Vernon mal armée et sans munitions ; celle du district des Andelys n'a que des piques et quelques fusils de chasse. Le 8, Benoist met la ville en état de défense, il fait creuser des tranchées à la lisière des bois, barre les routes avec des abatis, réconforte le moral des défenseurs. Enfin le 9 juillet arrivent à Vernon une centaine de gendarmes à cheval que Benoist va utiliser comme nous verrons. Le 10, c'est l'annonce de 2 à 300 gendarmes à pied et de 200 hussards du régiment de Chamboran. Mais on attend toujours les bataillons promis par Bouchotte, lesquels devraient déjà être rassemblés à Mantes et de l'artillerie.

De son côté Xavier Audouin, secrétaire général du Ministre vint faire un tour à Mantes et rend compte le 10 juillet à Bouchotte qu'il n'y a ni avant-postes, ni reconnaissances, ni poudre, ni général. Un fourgon de poudre expédié sur Vernon est introuvable. Charles Sépher, en effet, n'a pas quitté Paris : il lui faut un uniforme de général, des chevaux, un état-major, il réclame des cartes du département de l'Eure, il voudrait des canons et en particulier les canonnières de la section de la Halle aux Blés, qu'il connaît bien puisque ce fut la sienne. Pour lui donner satisfaction, on lui annonce qu'il aura dans ses fourgons une imprimerie portative pour tirer des proclamations !

SITUATION AVANT LA BATAILLE

Le 11 juillet, la situation peut s'établir ainsi : du côté fédéraliste, une avant-garde est à Evreux et Joseph Puisaye en prend le commandement. Deux éléments paraissent solides : le 6^e bataillon *bis* du Calvados et le bataillon breton d'Ille-et-Vilaine, fantassins bien entraînés, bien armés, bien encadrés et tous fédéralistes. On peut compter sur les Carabots, mais le reste de l'Infanterie paraît plus douteux : volontaires désignés d'office et gardes nationaux « de la corvée d'Evreux » qui suivent en maugréant. Ces « grognons » sont renforcés par suite d'une malencontreuse idée de Joseph Puisaye, qui, pour accroître ses effectifs, prélève sur la garde nationale locale et répartit ces braves Ebroïciens dans les autres compagnies. Mais pouvait-il douter de la valeur combattive de ceux-ci, puisque leur capitaine Chouard « a menacé de brûler la cervelle à qui tournerait les talons » ?

La cavalerie, aux ordres du colonel Alexandre de Puisaye, comprend quatre ou cinq cents cavaliers : Dragons de la Manche, chasseurs d'Evreux, et peut-être une centaine de chasseurs du régiment de la Bretèche sous les ordres du commandant Dumont, quelques chasseurs de ce régiment ont passé du côté républicain et la Bretèche s'est éclipsé.

Quant au général de Wimpffen, il est resté à Caen, où il s'efforce de réunir de nouvelles troupes ; pour le moment, il ne peut compter que sur les bataillons bretons de Mayenne et du Morbihan qui viennent d'arriver. Cet éloignement du théâtre des opérations a été interprété comme une preuve de duplicité de Wimpffen : après avoir contribué au lancement du fédéralisme normand, le manque d'enthousiasme des populations lui aurait fait apparaître l'échec certain du mouvement ; il s'en serait tenu à l'écart, prêt à tirer son épingle du jeu.

Du côté républicain, la situation est peu brillante. Le général Sépher et Boulanger sont toujours à Paris, le chef d'état-major est à Mantes, attendant l'arrivée des renforts promis par le Ministre de la Guerre. Il dispose de quelques gendarmes et attend le 11 un bataillon d'infanterie légère. Quand celui-ci arrivera, il faudra destituer le lieutenant-colonel, qui a mis dans sa poche l'argent de l'ordinaire, aux dires de ses hommes. Ce même jour 11 juillet, arrivent à Mantes Robert Lindet et Duroy, Représentants de la Convention en mission, Bonnet est à Rouen où la disette fait des mécontents. Naturellement, les représen-

tants font des discours ; Lindet parle en juriste de la nouvelle constitution et son succès est modeste ; Xavier Audouin, l'ancien prédicateur parle en sans-culotte avec « une éloquence et une énergie qui ont remué fortement les cœurs et les esprits les ont portés à ce degré d'élévation sublime où un patriote aime tant à les voir. »

Lindet se met au travail et envoie le lendemain son collègue Duroy à Vernon, tandis qu'il rend compte à Paris « que l'armée destinée à combattre les sujets du roi-telet Buzot n'est pas encore en état ; sur 7 000 hommes, il n'y en pas 2 500 d'arrivés ».

Le 12 juillet Duroy arrive à Vernon. Il y trouve des gendarmes à pied de la 33^e Division dite des Ponts, une centaine de gendarmes à cheval et un tas de gardes nationaux de Vernon, des Andelys, des communes voisines en parfait désordre, sans chefs, sans ordre, et même sans armes. C'est la confusion, le désarroi et la grande peur. Duroy nomme quelques chefs provisoires et essaye d'encadrer cette cohue.

Le même jour, à Paris, Bouchotte, probablement renseigné par Bonnet, apprend que les deux bataillons de gardes nationaux de la Seine-Inférieure sur lesquels il comptait étaient loin d'être prêts, et il les fera remplacer par un bataillon de la Dordogne, qui est sur place.

La comparaison des forces des deux adversaires est nettement favorable aux fédéralistes. Si les deux mille hommes réunis à Evreux poussent, résolument, droit sur Vernon le 12 juillet, il ne fait aucun doute qu'ils atteindront la Seine sans coup férir.

Ainsi, des Français, de braves gens étaient prêts à s'opposer les uns aux autres à coups de fusil et de canon, sans trop savoir pourquoi. La Normandie allait devenir une nouvelle Vendée. Il n'en fut rien, fort heureusement.

Des contacts avaient été déjà pris. Les cavaliers d'Evreux, n'ayant rien à faire, s'étaient mis à explorer les environs, bien plus préoccupés de fréquenter les auberges et de se faire offrir une chopine de cidre par les paysans, que de reconnaître l'adversaire. Les gendarmes de Vernon faisaient de même et il était normal que l'accord se fit entre eux au cabaret.

Le citoyen Benoist, Commissaire des guerres, continuait à s'agiter à Vernon. Il avait reçu des exemplaires de la nouvelle Constitution et il les distribuait largement « pour remonter le moral des habitants » dit-il. Ce n'est pas tout : le 10 juillet, le citoyen Benoist monte à cheval avec un officier de gendarmerie et un officier de la garde nationale et les trois cavaliers s'en vont au-delà de la

forêt de Bizy, sur le plateau. Ils rencontrent des dragons de la Manche, Benoist leur fait la morale, « les éclaire sur leurs erreurs », les conduit à Brécourt, leur paye à boire et leur fait promettre de ne pas se battre. Le lendemain, Benoist renouvelle son exploit, mais il emmène 100 gendarmes, il en place 50 à Brécourt, 50 à la Hunière, et ayant ainsi assuré ses arrières, il s'avance vers Pacy. Tout à coup, il est enveloppé par une vingtaine de dragons et une douzaine de gendarmes, un civil s'avance et lui demande de rendre Vernon. Naturellement Benoist refuse et payant d'audace, entraîne les cavaliers à part et tente de les débaucher en leur remettant des exemplaires de la nouvelle Constitution, dont il devait avoir plein les poches. Les officiers interviennent, Benoist se retire, non sans avoir semé la crainte dans l'esprit des dragons en leur racontant qu'il y avait à Vernon 17 à 18 000 hommes. Une cinquième colonne à lui seul, ce Benoist ! A l'arrivée de Duroy, Benoist disparaît et on n'entend plus parler de lui.

Que s'était-il passé ce 10 juillet vers Brécourt ? Tout simplement ceci : le 6^e bataillon bis à Evreux avait eu la bonne idée de faire reconnaître le terrain par un officier en civil escorté de quelques cavaliers et gendarmes, ce sont eux qui avaient enveloppé le citoyen Benoist et c'était l'officier en civil qui l'avait sommé de livrer Vernon. Ces contacts ont dû continuer le 11, car à son arrivée à Vernon, le représentant Duroy apprit que la veille les cavaliers d'Evreux et ceux de Vernon s'étaient réunis dans un cabaret de Pacy et avaient « trinqué à l'amitié » ; pour ne pas être en reste les cavaliers de Vernon avaient invité ceux d'Evreux à venir dîner à Vernon, on les attendait.

LA BATAILLE DE BRÉCOURT

L'avant-garde fédéraliste devait marcher sur Vernon et l'occuper. L'objectif était bien choisi pour couper le ravitaillement de Paris par la Seine. Il est probable que les fédéralistes pensaient trouver à Vernon de chauds partisans puisque c'était une des résidences de la famille d'Orléans.

Le terrain avait été reconnu et d'un seul bond l'avant-garde de Puisaye pouvait être à Vernon avec tous ses cavaliers et ses deux bons bataillons d'infanterie. Il n'en fut rien. Le vendredi 12 juillet, assez tard dans la matinée, l'avant-garde fédéraliste se mit en marche sur Vernon, par deux itinéraires : l'un par Cocherel, l'autre par

Pacy. La colonne de gauche aux ordres d'Alexandre Puisaye comprend surtout les cavaliers et quelques Bretons ; la colonne de droite aux ordres de Joseph Puisaye est composée de toute l'infanterie, de quelques chasseurs et des canons. Les cavaliers d'Alexandre Puisaye atteignent les abords de Brécourt d'où s'enfuient sur Vernon les gendarmes parisiens. A Cocherel les Bretons trouvent des gardes nationaux « maratistes » qui sont faits prisonniers puis relâchés. La colonne de droite occupe Pacy... et s'arrête... on avait fait moins de trois lieues. Puisaye, satisfait, envoie à Wimpffen l'annonce de la prise de Pacy, Wimpffen, non moins satisfait, annonce ce succès à son ancien chef Custine. Il ne fait aucun doute que le lendemain on sera à Vernon. Les mauvaises langues disent que Joseph Puisaye s'en fut coucher dans sa propriété voisine de Ménille où était sa femme — c'est sans doute une calomnie. Les Commissaires du Calvados arrivent à Pacy et sortent une proclamation qu'un héraut d'armes doit porter à Vernon. Voici le texte :

« Aux habitants de Vernon, à tous les bons Français,
« Salut et Fraternité.

« Au nom de la liberté que nous défendons, au nom des lois dont nous sommes les vengeurs, au nom de la République Une et Indivisible, pour le maintien de laquelle nous avons juré de périr s'il le faut, nous marchons pour délivrer Paris et la France du joug de l'anarchie. Nous ne voulons pas faire couler de sang, nous voulons devoir à la force de la raison et non pas à celle de nos armes, notre triomphe et le salut de la France. Citoyens de la ville de Vernon, nous vous tendons les bras et nos embrassements fraternels vous attendent. »

BOUGON, *Commissaire civil du Calvados.*

Général JOSEPH PUISAYE.

En cette journée du 12 juillet, Puisaye avait appris que les troupes de la Convention à Vernon attendaient d'importants renforts. Or Pacy est dans le fond de la vallée de l'Eure et la forêt de Pacy toute proche vers le Nord. Une surprise de nuit était possible, Puisaye tint tout son monde en alerte et, dit-il, « pour faire croire aux Parisiens l'arrivée d'un important renfort fédéral », il fit battre le pas accéléré de la Porte de France à la Porte d'Evreux. La nuit passa sans incident.

Le samedi matin, au lieu de se mettre en marche de bonne heure pour éviter la grosse chaleur, on attendit en vain le ravitaillement. C'est seulement vers midi, par un

soleil éclatant, ventres vides, que la marche reprit sur Vernon. On cherchait les cavaliers d'Alexandre Puisaye, ils étaient sur la gauche, mais où ?

L'infanterie traverse la forêt de Pacy par le chemin qui conduit à Douains, et au débouché de la forêt Joseph Puisaye déploya des fantassins en tirailleurs pour éclairer sa marche, laquelle s'en trouva ralentie.

Le terrain se présentait comme une plaine, faiblement ondulée, couverte de moissons bonnes à être fauchées, sur laquelle le soleil dardait ses rayons. Au centre de la plaine : une oasis de verdure : Brécourt, un château moyenageux, qui vient d'être réparé, mais qui a conservé ses larges fossés et son pont-levis, entouré d'un beau parc, de vergers avec des pommiers, et les quelques maisons de la ferme du château.

De Brécourt pour aller à Vernon, une belle allée rectiligne traverse la forêt de Bizy ; on l'appelle l'avenue des Princes, parce qu'elle fut tracée, dit-on, par le duc de Penthièvre pour aller de son château de Vernon à son château de Dreux.

Au débouché de Douains, on aperçoit quelques cavaliers parisiens qui se replient sur des fantassins postés. Joseph Puisaye s'avance, lève son chapeau, attendant sans doute qu'ils viennent se jeter dans ses bras. Déception, les balles sifflent. Furieux, Puisaye veut faire tirer sur ces maraudeurs. Bougon-Longrais arrive et s'y oppose, il ne faut pas tirer les premiers. Il s'avance à son tour, les balles roulent à ses pieds. Les tirailleurs surpris n'osent plus avancer. Cette fois Puisaye appelle Le Roy et les deux pièces de canon du 6^e Bataillon *bis*. Le sergent Vautier réclame l'honneur du premier coup, il pointe si bien sa pièce qu'un cavalier républicain tombe de cheval (écart ou ricochet), l'autre boulet se perd dans la nature et les Parisiens disparaissent dans la forêt de Bizy.

Si l'on en croit Puisaye, il pensait qu'Alexandre de Puisaye allait immédiatement charger avec ses cavaliers, poursuivre les fuyards et déboucher à leurs trousses dans Vernon. Mais les cavaliers d'Alexandre sont immobiles, invisibles ; quand à ceux dont dispose Joseph Puisaye, les coups de canon ont tellement affolé les chevaux que c'est un désordre indescriptible.

Les fédéralistes qui croyaient aller à Vernon pour y être reçus à bras ouverts comme à Evreux et gobergés comme à Lisieux commencent à être inquiets. La fraternisation promise débutait mal. Certaine inquiétude ga-

gnait Puisaye et Bougon-Longrais ; on n'avait guère avancé de plus d'une lieue ; il faisait très chaud, les Normands mouraient de faim et crevaient de soif. Puisaye décida de bivouaquer autour de Brécourt, décision totalement incompréhensible et que rien ne justifie. Elle prouve simplement la médiocrité militaire du commandant de l'avant-garde. Puisaye prescrivit-il un bivouac bien gardé, avec avant-postes, canons chargés sur les flancs, attelages au parc, etc. Il semble même que ce fut un ordre dicté puisqu'on lit : « L'armée va bivouaquer sur la grande plaine de Brécourt, les armes en faisceaux ; un sergent et un caporal par compagnie pour la corvée de cidre. La cavalerie formera bivouac à part. » Il est probable que les sergents-majors devaient venir le copier... mais personne ne vint au rapport ; autrement dit : la colonne stoppa, resta sur place, inquiète et écrasée de chaleur ; chacun se débarrassa de son équipement et s'en fut à la recherche de cidre et d'ombre.

Joseph Puisaye meurt de fatigue, il n'a pas dormi depuis trois jours, souffre des jambes. Il va au château, il faut couper ses bottes pour les lui enlever ; il s'endort profondément.

Ainsi, le 13 juillet vers la fin de l'après-midi les environs de Brécourt présentent l'aspect suivant : au centre le 6^e Bataillon du Calvados qui dit avoir placé en avant quelques sentinelles, à côté de lui les volontaires et Carabots du Calvados, qui dorment ou sont répandus dans la nature. A l'ouest, entre le parc et le chemin de la Hunière à Vernon, lequel longe la forêt de Bizy, les cavaliers d'Alexandre Puisaye, chevaux dessellés, sans aucune vedette pour surveiller la sortie de la forêt. A l'est de Brécourt, les cavaliers de Joseph Puisaye. Derrière le château, le bataillon breton, sauf deux compagnies, restées à la garde de Pacy et de Cocherel. Enfin, en seconde ligne les gardes nationaux.

Chacun s'est placé à sa guise, écrasé de chaleur ; les voitures sont restées en colonne sur les chemins, les conducteurs, comme le reste, sont au cidre ou font la sieste à l'ombre. Les officiers, aussi affamés et assoiffés que leurs hommes sont au château ou à la ferme pour se désaltérer et se reposer — bref le désordre et l'insouciance.

A Vernon, l'angoisse était à son comble depuis la veille. Le représentant Duroy avait essayé de remédier au désordre et n'y était pas parvenu. Il s'apprêtait à rentrer à Mantes, quand, vers 16 heures, on vint lui annoncer l'occupation de Pacy par des milliers de fédéralistes

pourvus de onze pièces de canon. Duroy ajourna son départ et par courrier spécial écrivit à Lindet, à Mantes pour demander l'envoi à Vernon de renforts immédiats. Heureusement la soirée fut plus calme, le tocsin cessa de sonner et Duroy plus mesuré écrivit à Paris que les rebelles s'étaient présentés et qu'un seul gendarme avait mis en fuite quinze Dragons de la Manche !!

Le lendemain, samedi 13 juillet, en fin de matinée, arrivent à Vernon une centaine de Hussards de Chamboiran, dit Hussards rouges, et un bataillon du 19^e d'infanterie légère, aux ordres du commandant Imbert, qui avait remplacé le chef destitué l'avant-veille par Lindet.

Vers le milieu de l'après-midi de ce samedi, on entendit à Vernon les deux coups de canon du sergent Vautier et l'on vit arriver à bride abattue les cavaliers, qui avaient aperçu la colonne de Puisaye, et peu après le cavalier contusionné. Ils annonçaient qu'il y avait en marche sur le plateau de Brécourt, à une lieue de la ville, deux mille fédéralistes avec de l'artillerie. On s'attendait à voir les insurgés déboucher de la forêt de Bizy, prêts à réduire à coups de canons les défenseurs de Vernon. A cette nouvelle, quelques gardes nationaux s'enfuirent au-delà du pont, jetant leurs armes dans la Seine au passage.

Le représentant Duroy aurait bien voulu que le général fut là, sur place, pour prendre une décision. Mais Sépher était à Mantes où il paradait à une revue. Le danger était imminent ; le début de panique qui venait de se produire exigeait des mesures immédiates. Heureusement, le commandant Imbert qui venait d'arriver était un homme entreprenant et avisé ; sans tarder, il porta à la lisière sud de la forêt de Bizy le bataillon et les gendarmes dont il disposait, avec peut-être quelques gardes nationaux ; à la chute du jour, il fit pousser en avant de la forêt deux pièces de canon, escortées par les hussards et donna l'ordre de les avancer avec précaution au plus près de Brécourt, puis d'ouvrir le feu sur le rassemblement qui était signalé autour du château. Avant de dire les conséquences de cette décision, en voici le récit fait le 17 juillet 1793 à la tribune de la Convention par le citoyen Mazuel, aide de camp du Ministre de la Guerre :

« La ville de Vernon était menacée de subir le joug des nouveaux tyrans du Calvados. Les rebelles tentèrent d'enlever cette ville le 12. L'armée de la République fut au-devant d'eux, augmentée de tous les citoyens de la ville en état de porter les armes et de la garde nationale de tous les cantons. Les rebelles furent repoussés. L'armée et tous les citoyens bivouaquèrent sur place. (Notons que le

12 les rebelles n'avaient pas dépassé Pacy). Le lendemain 13 les rebelles reparurent en force avec un grand nombre de pièces d'artillerie ; ils commencèrent l'attaque. L'armée de la République se signala dans ce combat et soutint avec fermeté le feu des rebelles. On attendait l'ordre du général pour repousser l'attaque. A son ordre, la cavalerie se porta le sabre à la main sur les rebelles, deux pièces d'artillerie furent servies avec une activité prodigieuse, l'infanterie conserva ses rangs et opposa la plus ferme contenance. »

La seule chose exacte dans ce récit invraisemblable est celle des deux pièces de canon. Ainsi, le 13 juillet, au déclin du jour, deux pièces de canon, escortées de quelques gendarmes à cheval furent poussées en avant de la forêt de Bizy et elles ouvrirent le feu. Comme le dit l'orateur, elles furent servies avec une activité prodigieuse, car leurs servants, effrayés de se voir si proches des rebelles, chargèrent et tirèrent à toute vitesse sans viser, sans pointer si bien que les premiers boulets passèrent à huit ou dix mètres au-dessus de la masse des gens mi-ivres, mi-endormis qui reposaient en toute quiétude sous les pommiers, dont quelques branches tombent fracassées.

Le bruit du canon tiré à trois cents mètres d'eux les mit instantanément sur pied, et d'un seul mouvement tout le monde s'enfuit. Tout ce qui était en avant de Brécourt se sauve à travers les vergers, et piétinant les moissons reflue en désordre. Le canon continue à tonner. La vitesse accélérée à cette époque ne doit pas dépasser un coup toutes les deux minutes. Donc, chaque minute une formidable détonation et un boulet qui passe haut dans les airs en sifflant. Il n'en faut pas plus : les volontaires du Calvados et la majeure partie du 6^e bataillon *bis* se sauvent à leur tour ; les chevaux des attelages aussi affolés que leurs conducteurs ajoutent au désordre et piétinent la cohue des fuyards. C'est maintenant une débandade de gens surpris, affolés, sans chefs qui reflue vers l'arrière.

Seul, un artilleur carabot, nommé Faye, petit et bossu, dont la pièce était chargée, eut le courage de faire feu en direction des lueurs des canons républicains, le caisson ayant fui avec son attelage, il ne put continuer son tir et Faye dut abandonner sa pièce.

Après trois ou quatre cents mètres de course, hors d'haleine, la débandade s'arrête pour souffler, quand soudain elle est traversée par une horde de cavaliers au galop qui crient « Sauve qui peut ; on est trahis ! » C'est la cavalerie d'Alexandre de Puisaye, dragons de la Manche et chasseurs d'Evreux qui stationnait entre Brécourt et la

Hunière. Dès le premier coup de canon, ils ont bondi, remis les selles, enfourché leurs montures et sont partis à plein galop. Eux qui ne marchaient qu'à regret profitent de l'occasion pour se libérer. A leurs cris dans la nuit tombante, la fuite générale reprend de plus belle. Cavaliers, fantassins, attelages, voitures, conducteurs, civils, c'est une masse qui se bouscule et reflue sur Pacy. Les premiers fuyards ont entraîné au passage les gardes nationaux d'Evreux, lesquels n'ont qu'une idée, rentrer chez eux au plus vite et ont pris sans hésiter la tête du mouvement.

Joseph Puisaye a été réveillé, il retrouve son cheval, l'enfourche sans avoir pu remettre ses bottes et dans l'obscurité, sortant du château, se heurte à des fuyards. Il aperçoit des cavaliers qui arrivent sur lui, ce sont des ennemis ; il met l'épée à la main se précipite sur eux : Erreur ! ce sont les derniers dragons de la Manche qui se sauvent. Dans la nuit, il cherche son armée ; elle n'était ni prise, ni égarée : elle était volatilisée ; seules les trois compagnies du bataillon breton n'ont pas bougé.

Il doit être minuit quand Puisaye, accompagné du commandant Leroy arrive à Pacy. Deux compagnies du 6^e bataillon y sont, les Bretons vont arriver après avoir ramassé les canons abandonnés par les conducteurs civils et les avoir traînés à bras.

Il est difficile de dire ce qui se passa à Pacy dans cette nuit du 13 au 14 juillet 1793. Selon les uns, le commandant Leroy et le commandant des Bretons proposèrent de tenir Pacy et de reprendre le lendemain la marche sur Vernon. Selon les autres, Puisaye est complètement démoralisé ; il estime qu'il n'y a rien à faire avec de telles troupes et qu'il fallait rentrer à Evreux — c'est ce qu'il fit. Le plus démoralisé est Bougon-Longrais. Il croyait à la vertu des proclamations, à l'efficacité des discours, aux serments solennels de vaincre ou de mourir. En quelques heures, ses illusions s'étaient effondrées, il insista pour la retraite immédiate sur Lisieux, doutant même qu'on puisse y parvenir si on ne prenait pas la précaution de faire tenir dès maintenant la ville de Bernay.

Reprenons la suite du discours du citoyen Mazuel à la Convention :

« Les rebelles s'ébranlèrent, la confusion se mit dans leurs rangs : Puisaye s'enfuit, la troupe suivit dans le plus grand désordre et avec une extrême précipitation. Ils étaient vaincus par le génie de la Liberté ».

L'orateur, pour une fois, est en-dessous de la vérité. Jamais panique ne fut plus totale, fuite plus désordonnée que celle de Brécourt. C'est à qui fuirait le plus loin et le plus vite. Ces gens qui avaient mis deux jours pour aller d'Evreux à Brécourt, mirent moins d'une nuit pour faire le chemin en sens inverse, et ils allaient continuer bien au-delà.

Jamais démoralisation des cadres et capitulation du commandement ne furent plus complètes qu'à Brécourt. Puisaye et les commissaires du Calvados se sont effondrés ; seul le carabot, Louis Caille réagit, a une altercation violente avec Joseph Puisaye, l'autre n'a même pas la force de répondre.

« En un clin d'œil s'évanouit ce bruit qui fut la grande armée fédéraliste ».

LA DÉROUTE

Le dimanche 14 juillet, la ville d'Evreux fut traversée par des bandes de soldats, fantassins ou cavaliers, par petits groupes ne s'arrêtant que pour boire dans les cabarets et se restaurer dans les auberges.

Joseph Puisaye fut fort mal reçu, presque hué ; d'abord parce qu'il était vaincu avant d'avoir combattu, ensuite parce qu'il avait la morgue d'un ci-devant, malgré sa défaite, et enfin et surtout parce qu'on s'attendait à voir apparaître d'un instant à l'autre, sur les talons des fuyards, les terribles cavaliers maratistes. Ne racontait-on pas, dans la matinée, que les Parisiens occupaient Pacy ? Puisaye, pour reconforter les gens d'Evreux, y envoya une patrouille de dragons de la Manche, laquelle fit demi-tour sans y avoir été et confirma la nouvelle. Le commandant Dumont y fut envoyé ; lui, alla à Pacy et il y trouva une compagnie de Bretons qui ramenaient un canon abandonné. Le reste du bataillon s'était mis en route, furieux de la lâcheté des autres et jurant qu'on ne l'y prendrait plus.

Le général Puisaye donna l'ordre, (le terme est inexact car personne n'obéissait plus) — disons indiqua aux troupes qui stationnaient à Evreux, la direction de Lisieux. Elles ne se firent pas prier, n'ayant nulle envie d'affronter à nouveau le canon républicain ; et trop heureuses d'en être quitte à si bon compte, elles s'en allèrent où elles voulurent et comme elles voulurent. Des attelages emmenèrent quelques pièces de canon d'Evreux, les fantassins s'en allèrent par bandes de 40 à 50, les cavaliers dis-

parurent même plus rapidement, crevant leurs chevaux pour fuir. Le 18, la société populaire d'Orbec signale le passage d'une cinquantaine, il en passe une bande d'une centaine le 19 juillet et beaucoup rentrent purement et simplement chez eux, comme ce dragon de Livarot « qui n'a pas voulu souscrire aux ordres du général Vimferne qui voulait le faire marcher sur Paris ».

Une seule troupe restait à Evreux, c'étaient les cavaliers de la Bretèche, ceux qui s'étaient fait faire une douce violence par la population pour garder les caisses publiques. La Bretèche était un brave soldat, un peu fanfaron et faisant beaucoup de volume. Il avait obéi à la fois aux ordres de Bouchotte en prenant la direction de Versailles et à ceux de Wimpffen en lui abandonnant quelques éléments, mais, il s'était bien gardé de participer en personne à l'aventure de Brécourt. Il était resté à Evreux, et voyant la débacle de l'avant-garde fédéraliste il se proposa à la municipalité d'Evreux pour aller au-devant de l'armée parisienne.

Avant de quitter Evreux, Puisaye ordonna aux membres de l'assemblée départementale de le suivre à Lisieux avec les caisses publiques. Il se heurta à un refus net... mais le contenu des caisses disparut. On accusa Puisaye d'avoir pris un million. Une partie de l'argent fut retrouvé à Caen et restitué, preuves à l'appui, mais il manquait exactement 2 389 752 livres.

Enfin, il restait à Puisaye un devoir assez pénible : rendre compte à Wimpffen de l'affaire de Brécourt et de la désintégration de l'avant-garde fédéraliste. Il attendit le 15 juillet pour écrire une lettre fort brève et de conclusion très nette, « A l'exception des Bretons tout le monde s'est enfui » ; Bougon-Longrais relut la lettre et y ajouta : « Venez vite : sinon tout est foutu ». Le mot était grossier ; mais résumait bien la situation.

Le 16 juillet, Wimpffen qui s'était tenu trop loin des opérations ou avait fait trop de confiance à Joseph Puisaye, arriva à Lisieux avec 500 volontaires, 8 pièces de canon, deux bataillons de Mayenne et du Morbihan. Il y rencontra Puisaye.

Avant de se séparer, Bougon-Longrais fit signer à Wimpffen et Puisaye une nouvelle proclamation.

« L'armée républicaine et antianarchiste du Nord à tous les Français et particulièrement à l'Armée Parisienne, Salut.

Nous avançons vers vous avec confiance pour vous porter des paroles d'amitié et de paix, lorsque nous avons été près de Brécourt, arrêtés dans notre marche, attaqués tout à coup et réduits à la nécessité cruelle de repousser des agressions ennemies. Cependant, l'un de nos commissaires se présenta devant l'avant-garde de l'armée ennemie, il leva son chapeau en signe d'intelligence, des coups de fusil furent la réponse. Rien n'a égalé notre douleur quand nous avons vu les moissons, objet si précieux des besoins et espérances du peuple foulées aux pieds par ses amis les plus fidèles, par ceux qui n'agissent que pour son bonheur. La cause que nous servons ne pouvait être défendue que par des moyens dignes d'elle. Nous avons donc suspendu notre marche pour faire entendre notre voix. Voudriez-vous la guerre et la guerre civile. Nous ne le croyons pas ».

Lui aussi écrit l'histoire à sa façon. Intarissable bavard, Bougon-Longrais se crut devoir une explication aux habitants de Lisieux.

« Les forces contre l'anarchie sont maintenant dans les murs de cette ville. Leur léger échec doit être d'une grande utilité. Notre perte est nulle. Si la surprise a fait faire une retraite à nos troupes, la peur a fait fuir l'armée de la Commune de Paris au premier coup de canon. Le bataillon d'Ille-et-Vilaine voulait même protéger la ville d'Evreux. Les administrateurs l'ont quitté avec canons, munitions et caisses du département ».

Ayant ainsi parlé, il s'en alla. Chacun tira de son côté.

Puisaye gagna le Perche emmenant avec lui le commandant Le Roy. Privés de leur chef, les débris du 6^e bataillon bis du Calvados eurent une idée géniale : Revenir à Bayeux, remettre le drapeau, jadis confié par la municipalité et chacun rejoindrait ses foyers. Mais la commune de Bayeux ne l'entendit pas ainsi : craignant l'arrivée des Conventionnels, elle refusa de dissoudre le 6^e bataillon bis et le mit à la disposition de la Convention.

LE 14 JUILLET A VERNON

Du côté républicain, on ignorait les effets des 30 coups de canon « tirés avec une extrême vivacité ». Les canonniers s'étaient rapidement repliés de leur position avancée et la nuit du 13 au 14 juillet se passa dans l'angoisse. On attendait l'attaque des rebelles. Tout le monde bivouaqua, le tocsin sonna sans arrêt et dès l'aube, les

fantassins placés à la lisière de la forêt de Bizy étaient aux aguets attendant le débouché des fédéralistes. Les officiers d'état-major visitent les avant-postes et « leur présence assure le moral des défenseurs ».

C'est seulement en fin de matinée que l'on apprit, probablement par des paysans, la fuite des troupes de Puisaye. Des patrouilles furent envoyées sur Brécourt, qui constatèrent l'abandon des armes fédéralistes et trouvèrent un caisson. Lorsque Robert Lindet écrit son rapport journalier, il ignore l'étendue de la victoire. Il demande le départ des renforts promis, insiste pour recevoir la compagnie des canonniers de la Halle aux Blés « qui est très instruite ; mais ne partira que si elle reçoit l'ordre de réquisition » et annonce l'arrivée du général Sépher. En effet, vers la fin de l'après-midi de ce 14 juillet, Sépher fait son entrée à Vernon ; derrière lui Boulanger et l'état-major. Ce bel homme, bien campé sur son cheval, avec un uniforme flambant neuf, son chapeau à panache tricolore fit une impression considérable. On l'applaudit, il passe les troupes en revue ; on crie : Vive la République.

A sa descente de cheval, on lui communique d'excellentes nouvelles. Pacy est évacué, les rebelles se sont repliés en désordre sur Evreux. L'ex-Suisse de Saint-Eustache avait la baraka !

Le soir, dans Vernon, on danse, enfin délivrés de la crainte des « royalistes », car on raconte qu'on a trouvé sur le champ de bataille des plaques de ceinturon « Louis XVII, roi de France ». Vernon, héroïque, se croit ville martyre et estime devoir être promue chef-lieu du département de l'Eure à la place d'Evreux. Lindet écrit « Vernon ne veut plus avoir rien de commun avec Evreux. Il se souviendra longtemps qu'Evreux a vomi 15 à 1 800 hommes égarés qui se sont rendus à ses portes avec des pièces d'artillerie et lui ont livré combat pendant deux jours. Deux générations ne suffiront pas pour éteindre les haines nées de ces derniers troubles ». Voilà comme un homme sérieux écrit l'histoire. Bien mieux, Lindet écrit, le 15 juillet, au Ministre de la Guerre « pour qu'il jouisse avec satisfaction du succès de nos armes et surtout de la gloire dont vient de se couvrir une armée organisée dans nos principes ». Duroy a plus de bon sens : « N'oubliez pas, écrit-il à Bouchotte, de faire remarquer que cette expédition n'a rien à voir avec celle de Vendée ».

Bouchotte est submergé de compte-rendus de victoire. Même Peyre resté à Mantes, lui annonce la victoire de Brécourt, et comme il l'a apprise par ouï-dire, les nou-

velles sont déformées. Il écrit donc que « les rebelles se sont présentés devant Vernon, au nombre de cinq mille et malgré le feu de leur artillerie nous les avons repoussés. Nous n'avons perdu qu'un seul homme et eux ont eu 8 tués ».

La municipalité de Vernon écrit elle aussi « Qu'ils ont échappé par miracle, mais qu'ils peuvent être encore exposés à de nouveaux dangers, redoutables vu la faiblesse de leurs moyens ». Ils ne sont donc pas encore pleinement rassurés. Par contre, ils tiennent à signaler que « le citoyen Imbert, commandant le 19^e bataillon d'infanterie légère s'est conduit dans l'action avec une intelligence et une bravoure qui a décidé de son succès ». Tous les patriotes le féliciterent. Les habitants de Vernon le regardent comme leur libérateur. C'est exact et la victoire de Brécourt est due à l'initiative et au sang-froid d'Imbert, beaucoup plus qu'aux principes d'organisation vantés par Lindet.

A la fin de juillet, les habitants de Vernon seront pleinement rassurés. Dans la ville en fête on promena dans les rues l'infortuné citoyen contusionné le 12 par un boulet carabot. Il était juché sur un char portant une grande pancarte « Il a versé son sang pour la Patrie ».

C'était l'unique blessé de la « Bataille de Brécourt ». On ne saurait dire si c'est par le ricochet d'un boulet ou par chute de son cheval apeuré.

LA MARCHÉ DE L'ARMÉE PARISIENNE

Avant le départ de Mantes, le général Sépher avait reçu avis de la mise en route sur cette ville de l'artillerie qu'il avait réclamée avec tant d'insistance. C'était sérieux : 6 pièces de 4 avec 6 caissons garnis, 2 pièces de 8 avec 4 caissons garnis, un caisson d'infanterie de 25 000 cartouches, 300 fusils et 1 000 livres de poudre. Le tout était tiré par 96 chevaux de poste, escorté de 12 gendarmes et placé sous les ordres de l'adjudant général Brune.

Le 14 juillet au soir, certain de la disparition des troupes de Puisaye, le général Sépher décida de pousser, le lendemain 15, une avant-garde sur Pacy. Elle comprendra les gendarmes, les cavaliers de Chamboran et le bataillon Imbert ; quand Brune sera arrivé, il ira en prendre le commandement. Le reste de l'armée reste à Vernon, où on attend l'artillerie, prudemment stoppée à Rolleboise et un bataillon de la Dordogne — le bataillon

de Seine-et-Oise n'est pas encore prêt et Sépher ne va pas s'embarrasser des gardes nationaux de Vernon, lesquels n'ont nulle envie de quitter leur ville.

Cette décision prise, il s'agit d'envisager la suite, ce fut l'objet d'une réunion à laquelle assistèrent Sépher, son adjoint Boulanger, les conventionnels Lindet, Duroy, Bonnet, le représentant du ministre Xavier Audouin. Que va faire Wimpffen ? Résister à Evreux, ou plus probablement barrer la route de Caen en avant de Lisieux ? Donc, avant de se lancer sur Evreux, il serait prudent de connaître l'état d'esprit de la population. Boulanger se proposa pour y aller, mais on se contenta d'envoyer un officier avec une lettre de Sépher aux membres du Directoire d'Evreux. De son côté, Lindet enverra quelques émissaires. Précaution bien inutile.

Les gens d'Evreux venaient de voir passer la cohue des fuyards de Brécourt. Ils en conclurent que la partie fédéraliste était perdue et que les Républicains allaient arriver. On pouvait espérer avoir raison des soldats parisiens en les hébergeant convenablement, mais on craignait les mesures de représailles des Représentants et surtout on redoutait les terribles décisions du Comité de Salut Public. Aucun de ceux qui avaient participé de près ou de loin au mouvement fédéraliste ne voulait être compromis ; nul ne « s'était mouillé ».

Ils pensèrent que le mieux était de prendre les devants et d'aviser l'armée républicaine des bons sentiments de la population d'Evreux.

Deux jours pleins après la grande peur, devenue « La victoire de Brécourt », le 16 juillet, les troupes de Vernon s'étaient mises en marche, précédées de l'avant-garde de Pacy, aux ordres de Brune. Immédiatement, derrière l'avant-garde, marchait le général Sépher avec son état-major. Plus loin, un peu d'infanterie et l'artillerie ; peu de monde, car il avait été convenu que les renforts en provenance de la région parisienne seraient mis directement en route sur Evreux. Sépher venait de recevoir du ministre une sérieuse algarade, datée du 14 juillet : « J'ai appris avec surprise que vous n'étiez pas à votre poste quoique nommé depuis huit jours, je vous invite à vous y rendre à l'instant ». La victoire de Brécourt effaçait tout et Sépher mit le papier dans sa poche.

L'officier envoyé en avant par Sépher avait à peine dépassé Pacy qu'il rencontra la délégation envoyée par Evreux, laquelle « invitait l'armée républicaine à se rendre dans son sein, la ville ayant pris ses dispositions pour

sa subsistance ». L'officier fit demi-tour et revint apporter cette bonne nouvelle au général Sépher. Pleinement rassuré, celui-ci prépara son entrée à Evreux avec le cérémonial en usage pour les fêtes carillonnées.

L'accueil d'Evreux fut sympathique, un peu craintif. Les représentants de la Convention à peine arrivés firent distribuer un millier d'exemplaires de la nouvelle Constitution « laquelle fera le bonheur des peuples » — et tout le monde la lut avec attendrissement.

A part quelques pillages, les Parisiens se conduisirent convenablement, à part quelques incarcérations, dont celle du citoyen Pain, garde national fédéraliste, il n'y eut pas de représailles. Les trois farouches conventionnels sont compréhensifs, ils sont du pays : Robert Lindet et Duroy sont de Bernay, Bonnet est de Caen. Même Lindet, le plus sans-culotte des trois, lui qui fut des plus ardents à voter la mort de Louis XVI, Lindet s'efforcera d'apaiser les ultras du Comité de Salut Public. Les gens de l'Eure sont de bons républicains, quelques-uns ont été égarés par Buzot ; mais ils ne demandent qu'à revenir dans le droit chemin républicain. Buzot, l'infâme Buzot est la bête noire de la Convention. A la séance du 17 juillet, un député demandera que la maison de Buzot à Evreux soit démolie : proposition adoptée, bien qu'un vieux roublard de Conventionnel ait fait remarquer : « Mais, s'il y a des créanciers hypothécaires ».

L'armée républicaine allait stationner près de deux semaines à Evreux et environs. Le général Sépher attendait des renforts avant de se lancer à l'attaque décisive. A Paris, l'état-major du ministre y voyait plus clair que Sépher, et lui écrivait « Il paraît possible de se porter de suite sur Bernay en laissant une garnison à Evreux, de manière à inquiéter les rebelles de Caen. Prendre garde que Wimpffen ne cherche pas à gagner la Bretagne en passant par le sud de la Manche », on lui annonce le départ de Paris de 900 hommes. « Vous aurez ainsi une petite armée sans avoir dégarni les frontières ». Préoccupation essentielle et très justifiée du ministre de la Guerre. Enfin on lui annonce 4 pièces de canon destinées aux bataillons de la Seine-Inférieure et de la Dordogne (ce dernier, sans doute, en remplacement d'un bataillon de volontaires de Seine-et-Oise).

Sépher mit à profit cette période de stationnement à Evreux pour organiser ses troupes, leur donner l'aspect discipliné et la présentation honorable qui leur faisaient défaut totalement. Leur débraillé manquait de dignité républicaine. Pour le moment, Sépher a utilisé les troupes

convenables : gendarmes, cavaliers et bataillon d'infanterie légère pour les avant-postes, Evreux est entouré de grand'gardes et de postes de surveillance aux ordres du chef de brigade Imbert, le héros de Vernon, au sujet duquel Sépher écrit : « Il m'a paru intelligent ». Notre Suisse a pris de l'importance et de l'aplomb. Bouchotte lui écrit une lettre personnelle « Je vois que vous avez bien débuté. Maintenez votre crédit par votre zèle pour le service de la République, par votre attachement à tous les citoyens, votre paternité envers les militaires sous vos ordres ». Voilà qui effaçait l'algarade du 14 juillet ; puis en post-scriptum « Les canonniers de la Halle aux Blés ne partent pas aussi vite que j'aurais voulu » (Il paraît que leurs femmes s'opposaient à leur départ).

Le 21 juillet, un petit groupe de cavaliers venant de Lisieux se présenta à l'auberge du Grand Cerf, quartier général de Sépher à Evreux. Trois dragons de la Manche et un trompette accompagnaient le capitaine Legrand, président de la Société des Carabots de Caen. Il remit à Sépher, qui éclatait de bonheur car il venait d'être promu général de division, une lettre personnelle de Félix Wimpffen : « Voulez-vous la guerre civile, avancez ; ne la voulez-vous pas, alors n'enfreignez le territoire du Calvados. Sous peu on pourra s'entendre ; en attendant lisez la proclamation. J'ai voulu prévenir de grands malheurs, voudriez-vous les faire naître ? ».

Sépher, tout étonné de se voir écrire par un personnage du rang de Wimpffen, rend compte au Comité de Salut Public de l'arrivée des émissaires, donne le texte de la lettre et ajoute « Quant à l'auteur de la lettre, je me suis réservé de lui répondre, en bon républicain, si j'ai l'avantage de le rencontrer ».

Les émissaires furent fort bien reçus et on leur tira sans peine « les vers du nez ». Ils dirent que, pendant les quelques jours qu'ils avaient passés à Lisieux, Wimpffen était fort indécis. Il avait pensé à défendre « les frontières du Calvados », mais les bataillons bretons, sur lesquels il comptait, avaient repris le chemin de la Bretagne, déclarant qu'on les avait hautement trompés.

Rentré à Caen, Wimpffen envisagea « le réduit du Cotentin » avec possibilité de faire appel à l'Angleterre. Cette solution fut écartée par les représentants du fédéralisme. Alors, il n'y avait plus rien à faire... qu'à rentrer chez soi c'est ce que chacun s'empressa de faire... et au plus vite.

Lindet avait été jusqu'à ce jour assez pessimiste. Il écrivait qu'il faudrait attaquer Caen, du côté de Bayeux, déployer l'armée de la Libération (c'est ainsi qu'on dénomme désormais l'armée Sépher) et « réduire à coups de canon, les conspirateurs du donjon de Caen ». Les renseignements qu'il sut habilement tirer des envoyés de Wimpffen lui donnèrent l'espoir d'une solution plus pacifique. Bonnet, lui, réalisait pleinement le succès des Parisiens ; il annonça la grande victoire de Brécourt à la Convention en ces termes « La journée du 13 juillet a été aussi funeste aux 32 Rois, que la journée du 10 août le fut au dernier des Capet ». On n'est pas plus sans-culotte.

Quant à Sépher, il rayonnait ; chaque jour lui apportait une bonne nouvelle. Wimpffen venait d'être destitué et à sa place, nommé au commandant de l'armée des Côtes : Charles Sépher. Le fidèle Boulanger était promu général de brigade. Le 25 juillet, grande revue à Evreux. Sépher est acclamé : général d'Armée !!

Le même jour à Caen, un dernier conseil de guerre décidait l'abandon de la résistance fédéraliste.

Le lendemain, Brune, commandant l'avant-garde républicaine entrait à Bernay ; le 29 juillet, il poussait jusqu'à Lisieux ; le général Sépher, couvert de gloire y entrait solennellement le 30. Il n'est pas prouvé que l'accueil fut délirant ?

L'armée de la Libération traînait dans ses bagages l'imprimerie portative. Si les Conventionnels avaient leur berline pleine d'exemplaires de la Constitution, Sépher disposait d'un journal imprimé sur place. Dans l'un des numéros tirés à Lisieux, le rédacteur écrit « La joie et le plaisir des habitants étaient tels qu'ils en paraissaient accablés et n'avaient plus la force d'en faire éclater le moindre signe ». La rédaction est heureuse. Le moins qu'on puisse en conclure est que l'accueil lexovien manqua de chaleur. Xavier Audouin, lui, fut plus brutal et reprocha en pleine séance aux élus municipaux « de n'avoir pas manifesté à l'œuvre de leurs frères cette allégresse touchante, signe non équivoque de patriotisme ».

Brune, le chef d'état-major, fut rappelé à Paris en raison de ses qualités. Sépher le réclamera en vain.

Au ministère, on y voit beaucoup plus clair que les gens qui sont sur place, et on écrit à Sépher « Les forces de Wimpffen ne sont pas considérables d'après les rapports qui me sont fournis. Une marche hardie qui aurait

été précédée de proclamations distribuées à profusion peut vous mettre dans Caen. » (Lettre du 24 juillet).

Notons au passage, à propos « des rapports qui me sont fournis » que le ministre utilise largement « la cavalerie de Saint-Georges ». Un agent envoyé directement de Vernon sur Caen, après Brécourt envoie sa facture : il ne demande aucun salaire « malgré les grands dangers qu'il a courus » ; il désire seulement le remboursement de ses frais dont il présente la note : plus de 6 000 livres pour 10 jours à Caen à offrir à boire aux soldats dans les auberges et à payer à dîner à des gens bien renseignés.

FIN DU FÉDÉRALISME NORMAND

C'est à Lisieux que parvint la bonne nouvelle. Par lettre adressée à Robert Lindet « les représentants administratifs et judiciaires du Calvados » font amende honorable. « Nous avons reconnu notre erreur, tout est rentré dans l'ordre, il n'y a plus de force départementale. Nous attendons avec impatience nos frères parisiens pour démontrer à la France entière tout notre dévouement à la chose publique ».

C'était la capitulation sans conditions, et le bouillant La Bretèche fut envoyé à Caen porteur d'une proclamation annonçant l'arrivée prochaine de l'armée de la Libération.

Le 1^{er} août, l'avant-garde commandée par Boulanger quittait Lisieux. Le lendemain le gros de l'armée se mit en route. Ne trouvant pas à son goût les cantonnements préparés à mi-chemin, la troupe doubla l'étape, et ayant abattu ses douze lieues entra dans Caen à la nuit tombante, c'était un bel exploit et voilà de bons marcheurs. Fier de cet exploit, Sépher écrit aussitôt à la Convention « L'avant-garde commandée par le général Boulanger et composée de troupes d'élite, en impose aux méchants et rassure les amis de la Constitution par une contenance distinguée ». Cette « contenance distinguée » laisse percer l'ancien Suisse de St-Eustache... A la vérité, les gens distingués avaient bien fait quelques pillages, contre lesquels d'ailleurs Sépher réagit sévèrement.

Pour n'être pas en reste les Représentants écrivent de leur côté « Le trône de Pétion et de Barbaroux est renversé ». Les uns et les autres ignorent Corneille : « A vaincre sans péril, on triomphe sans gloire ».

A Caen était déjà arrivé le Conventionnel Carrier. Il avait fait libérer Romme et Prieur détenus depuis deux mois, et fait procédé à quelques arrestations, dont celle du général Fournier, commandant la division de Coutances, lequel se brûla la cervelle. Il avait également fait arrêter la femme de Pétion et son fils.

Lindet et ses deux collègues furent assez heureux pour éloigner Carrier, lequel s'en alla vers la Vendée où ce fou sanguinaire se rendit célèbre par ses fusillades en masse et les noyades que l'on sait. Les gens de Caen l'avaient échappé belle !

A Caen, plus encore qu'à Evreux, nul ne voulait avoir participé à l'aventure du fédéralisme ; on comptait beaucoup sur Bonnet. Celui-ci de son vrai nom : Pierre, Louis, Bonnet de Meautry avait été maire de Caen ; il avait dans la ville de nombreux parents et amis et toute une clientèle électorale. Il allait s'efforcer de tempérer l'ardeur de Robert Lindet, lequel, fort modéré dans son département de l'Eure retrouvait toute son intransigeance jacobine pour sévir dans le Calvados.

Le 10 août 1793, on célébra à Caen, l'anniversaire de la fête de la Fédération : revue de l'armée de la Libération et des gardes nationaux du Calvados, par le général Sépher ; fêtes populaires ; chants patriotiques et comme il se doit discours, dont celui de Sépher qui déclare la fête « brillante et animée ». Un seul incident comique : l'autel de la Patrie était entouré de mâts avec de grandes banderoles, on avait probablement utilisé d'anciennes oriflammes ; lorsque le soleil les frappa, apparut l'inscription « Vive le Roi ».

Tout se termina par une embrassade générale, il n'était plus question d'insurgés ou de Maratistes et chacun conclut qu'on avait passé l'éponge. La seule victime devait être le château de Caen où l'on avait trouvé 87 pièces de canon, et dont la Convention avait ordonné la démolition. On s'en consola.

Les lampions éteints, on examina la situation. Les Carabots ne furent pas inquiétés, probablement grâce à leurs relations maçonniques. Ils furent tournés en ridicule eux et leur devise qu'on avait transformé en « Plutôt mourir que courir ». Les « honnêtes gens » qu'ils avaient effrayés avec leur emblème à tête de mort les eussent vu disparaître avec plaisir, ils furent maintenus comme Société de Pensée. Seul le bossu Faye, capitaine de canoniers du Parc fut incarcéré. Le maire de Caen, le curé de Saint-Jean avaient été arrêtés dès la première heure. Puis

Lindet proposa l'arrestation d'une quarantaine de citoyens. Bonnet s'y opposa déclarant que ce serait trahir les engagements pris à la fête du 10 août. Lindet répliqua qu'il s'était abstenu d'assister à cette fête et qu'il prenait la responsabilité des arrestations qu'il proposait. Sépher penchait pour la conciliation, Duroy était absent, appelé à Paris comme témoin au procès de Custine. Une violente altercation mit aux prises Lindet et Bonnet, lequel déclara qu'il n'oserait jamais reparaitre dans Caen s'il abandonnait ses amis. Puis, passant à l'offensive, Bonnet demanda à Lindet pourquoi le citoyen Mesnil, l'un des chefs du fédéralisme, ne figurait pas sur la liste des gens à arrêter ? Lindet n'osa pas répondre que Mesnil était son ami, qu'il était amoureux de sa fille et que pour avoir la main de la fille, il lui était indispensable de sauver le père. Certains prétendent que les deux hommes s'accusèrent mutuellement de s'être fait payer les services rendus aux suspects ; c'est peu probable, étant donné leur caractère.

Après cette algarade, Bonnet demanda à la Convention son rappel à Paris sous prétexte qu'il était inutile de payer des frais de séjour à trois conventionnels alors qu'un seul suffisait. Il proposa le maintien de Lindet dans le Calvados « comme il est gros travailleur et très capable, ce serait un grand malheur s'il était remplacé au moment où il connaît ce pays ».

Lindet écrit de son côté que Bonnet a pris 15 000 livres destinées à l'hôpital de Caen et qu'il ne les rend que par acomptes. Le Comité de Salut Public, assez enclin cependant à écouter les dénonciations, faillit mettre la lettre de Lindet au panier.

Bonnet écrit encore que Lindet est d'un caractère difficile, entier, mais qu'il abat une besogne considérable, tandis que Robert Lindet fut beaucoup plus vindicatif. Il écrivit au Comité de Salut Public pour demander le rappel de ses deux collègues « qui ne sont pas en état de remplir une mission qui exige de l'aménité, des bien-séances, de l'austérité, de la fermeté et une grande impartialité... Ne comptez pas sur l'arrestation des coupables tant que Duroy et Bonnet seront ici... ». Le 3 septembre, Duroy et Bonnet étaient rappelés à Paris.

L'occupation de Caen, bastion du fédéralisme normand mettait fin aux opérations (si l'on ose employer ce terme) ; Sépher était prêt à poursuivre ses succès faciles. Il écrivait à Bouchotte « l'armée des sans-culottes portera ses pas où la Patrie leur indiquera des ennemis à combattre ».

Le fédéralisme normand n'avait été qu'un feu de paille, allumé par quelques trublions, dans l'indifférence générale. Il s'était effondré dans le ridicule et la honte le 13 juillet au soir à Brécourt. Les explications rétrospectives que les militaires et les civils ont fournies, sur cet échec, leurs récriminations des uns contre les autres ne leur font pas honneur.

CONCLUSION

Nous avons décrit au cours de ce récit la panique de Brécourt. C'est un sujet de méditation.

La panique est une maladie honteuse sur laquelle on convient de jeter un voile. L'histoire militaire ne comporte, en général, que l'exposé des opérations, le récit des victoires et l'exaltation des actions d'éclat. Cependant, les paniques sont fréquentes à la guerre. Il y en a eu dans toutes les guerres. Il y a eu, en août et septembre 1914, des paniques aussi bien chez les Français que chez les Allemands ; il y en a eu ensuite aussi bien chez les Russes que chez les Italiens. On s'est abstenu d'en parler quoique certaines furent lourdes de conséquences. Il n'est pas un fantassin de bonne foi, ayant commandé assez longtemps au feu, d'excellentes troupes, qui ne puisse citer un cas de panique. Avec les bonnes troupes, cela dure quelques minutes ; avec les médiocres la panique peut engendrer la désintégration totale.

Les paniques sont, en général, le fait de troupes non aguerries ou de troupes sans cohésion. Dans l'histoire de la Révolution Française la panique est chose courante et va jusqu'au massacre des officiers qui s'y opposent.

On peut distinguer deux sortes de paniques : La panique sous le feu, qui est une peur collective, en partie explicable, la fuite devant la mort probable. C'est cette panique qui frappa certaines unités en 1914, quand arrivèrent les 210 ou quand éclatèrent les gros noirs fusants. La panique hors de la zone de combat est une fuite désordonnée à l'annonce d'un danger imminent.

Ce sont ces deux paniques que nous avons vues à Brécourt. D'abord des troupes non aguerries et peu ardentes recevant à l'improviste une volée de coups de canon, puis les fuyards propageant l'annonce d'une arrivée massive d'ennemis et entraînant dans leur débandade les éléments qui avaient stoppé. Disons, de suite que si les

officiers avaient été avec leurs hommes, parmi eux, près d'eux, la panique du début aurait été, aurait dû être, rapidement enrayée.

La panique des arrières est plus dangereuse que celle du front parce qu'elle est plus difficile à maîtriser ? Elle se propage parmi des éléments mal encadrés, souvent anxieux et toujours crédules. N'a-t-on pas vu des gens du train régimentaire refluer fort loin vers l'arrière, déclarant qu'ils étaient les seuls rescapés, alors qu'on apprenait quelques jours après que leur unité n'avait eu que des pertes faibles et s'était bien conduite au feu.

Cette panique des arrières est irrémédiable. Le 13 mai 1940, les troupes qui défendent les abords de Sedan, terrorisées par les bombardements véritablement impressionnants de l'aviation allemande, refluent, fléchissent, mais c'est dans l'artillerie et plus particulièrement lourde, placée le plus loin du front, que la panique prend les proportions d'une catastrophe, entraînant les équipages et même les postes de commandement. Le sang-froid disparaît, la raison s'évanouit, c'est l'hallucination collective : on voit des chars partout et on se sauve alors que le 13 mai, pas un seul char allemand n'a traversé la Meuse.

Alors soyons indulgents pour les gens de Brécourt, qui n'avaient jamais entendu le canon dont le bruit terrifiant se révélait soudain à quelques toises des vergers où ils reposaient insouciant.

Que dire de la panique des arrières qui entraîne des mouvements de masse inconsiderés ; qu'on se souvienne de juin 1940, des colonnes de Parisiens fuyant à pied de la capitale pour échapper aux colonnes automobiles allemandes.

Alors qu'on veuille bien réfléchir à l'effroyable panique que déclencherait dans le monde entier la perspective des bombardements prochains par bombes atomiques et fusées planétaires. Avant même que la menace fut suivie d'effet, toute l'organisation politique, militaire, administrative, économique serait dissociée.

LEURS DESTINS

Il n'est pas sans intérêt de savoir ce que devinrent les quelques personnages, dont il a été question dans ce récit. Certains ne sont connus que par leur fin tragique, d'autres ont eu une carrière fort mouvementée et cependant ignorée, et enfin d'autres sont tombés dans l'oubli.

CHARLES SÉPHER.

La chute du général Sépher fut aussi rapide que son ascension. Il perdit coup sur coup son chef d'état-major, Brune, son adjoint Boulanger, son soutien politique Xavier Audouin. Il faillit perdre une partie de ses troupes, car les contingents parisiens, après les fêtes de Caen, déclarèrent leur mission terminée et voulurent rentrer chez eux. Il fallut l'intervention de Lindet et l'ordre du Ministre pour les faire rester. Le Ministre continue de prodiguer ses conseils à Sépher, Commandant de l'Armée des Côtes de Cherbourg. Il lui recommande l'activité, les inspections, de bien appuyer sa défense à la baie de la Somme et surtout à Saint-Malo, de surveiller les côtes du Cotentin face à Jersey, de voir souvent Tilly qui commande à Cherbourg, de ne pas laisser les troupes dans les villes, où elles contractent de mauvaises habitudes, de se méfier des cadres et notamment des anciens officiers casés un peu partout par Wimpffen... Très justement, le Ministre ne veut pas dégarnir les frontières pour alimenter les armées de l'intérieur et comme la Bretagne est en insurrection, il s'efforce de trouver des renforts pour l'armée de Brest, notamment à l'armée Sépher qui n'a rien à faire. Sépher réclame et il lui est répondu : « On n'a tiré de Caen que ce qui était indispensable. Le détachement du 9^e Hussards et les gendarmes de la 33^e Division vous sont laissés ». Quand il s'agira de mettre en route vers la Bretagne les bataillons parisiens et les canonnières de la Halle au Blé, il faudra les menacer, car tous les prétextes leur sont bons pour rester. La tâche du Ministre n'était pas facile.

Le général Sépher demande à ses subordonnés de prélever quelques éléments sur les troupes dont ils disposaient afin de se constituer une modeste réserve. Le général Merle (de Beaulieu), qui commandait les côtes de Seine-Inférieure lui répondit ainsi : « Mon général, il ne me reste rien à vous offrir que mon respect et mon obéissance, car pour la défense de la côte, je n'ai que des canons bien placés mais mal servis, une douzaine de braves officiers, et des volontaires qui croient que ce nom les autorise à n'exécuter que les décrets qui leur plaisent. » C'était joliment dit.

Si Sépher était fort incapable de commander une armée, son collègue, Rossignol, de l'armée de Brest, ne valait pas mieux. Fin octobre, début novembre 1793 une masse de Vendéens, qui fait songer aux invasions, foule immense sans armes, ni vivres, déferle de la Loire à la Manche, refoulant sur Laval et Avranches les bataillons

républicains et poussant jusqu'à Granville. Sépher reçut l'ordre d'intervenir et son insuffisance éclata. Il perd son temps en marches et contre-marches entre Vire et Avran-ches faisant faire 8 lieues à ses troupes un jour, pour en faire 6 le lendemain en sens inverse et par un temps épouvantable. Ne sachant rien, n'osant prendre aucune décision, il réunissait ses chefs de bataillon en conseil de guerre pour savoir que faire et, comme dans tous les cas semblables, c'était l'avis des médiocres qui l'emportait. Fin novembre, le représentant de la Convention, Jean Bon Saint-André écrit : « Le mal est dans la tête. Le général est entouré d'une foule de petits officiers qui ont tous la morgue, l'ignorance et la présomption. Il se laisse conduire par eux parce qu'il n'a pas assez de capacité pour se conduire lui-même. Sépher est un homme dont l'entêtement est en proportion de l'ignorance. » Parvenu à Vire, Sépher ne sait plus où aller ; le représentant déclare qu'au lieu de courir sus aux Vendéens, « Sépher avait marché de manière à les éviter plutôt qu'à les rencontrer. »

Jean Bon Saint-André était protestant et austère, il ne pouvait souffrir l'ex-Suisse, bon vivant et il écrit, chose plus grave, que Sépher « est prêt à lâcher pied à l'approche des brigands et à donner à ses soldats qui sont tous braves l'exemple d'une fuite honteuse ». Il demanda la destitution du général Sépher. Il l'obtint immédiatement : ses armes et ses chevaux furent requis pour le service de la République. Le pauvre homme protesta : « Si je n'avais pas apporté à ma place toutes les connaissances d'un César, je pouvais dire au moins que j'y étais entré avec une âme pure et une conscience sans reproche ». Revenu à sa boutique de la rue Coquillière, nul n'entendra plus parler de lui. Relevé de sa suspension, mais non réintégré, Sépher n'assiégera pas le Directoire ou le Consulat de demandes et de réclamations et mourra dans l'oubli à 85 ans en 1836.

Tous les historiens du fédéralisme normand rappellent que Sépher fut Suisse ou bedeau et brocardent le pauvre homme qui passa en six mois de la médiocrité aux étoiles pour retomber dans le néant. Il ne faut pas oublier que si Sépher passa de la sacristie au club révolutionnaire, il ne faisait que suivre l'exemple de ces Messieurs de Saint-Eustache, lesquels, curé en tête, prêtèrent le serment constitutionnel et dont le premier vicaire quitta le confessionnal pour le cabinet du Ministre.

Certes, le général Sépher ne fut ni stratège, ni tacticien : c'était un bon sous-officier. Il avait retenu de ses quatre ans de service comme Dragon du Roi le sens de

l'ordre et de la discipline ; il savait l'importance de la présensation sur le moral, il aimait le panache, les revues, les cérémonies bien ordonnées ; et tout cela était excellent pour donner discipline et cohésion aux troupes de composition hétéroclite et indisciplinées qui composaient son armée.

Tandis que l'ex-abbé Xavier Audouin se mariait, Sépher, lui, restait fidèle à ses convictions : à Evreux, à Caen, il va à la messe, en grande tenue, ce qui n'était pas sans mérite à l'époque. Enfin les Normands ne doivent pas oublier que le général Sépher fut un modérateur, un conciliateur et que si la répression du mouvement fédéraliste fut si anodine c'est en bonne partie à Sépher qu'ils le doivent. Les gens de Caen ne s'y sont pas trompés et lorsqu'ils apprirent la destitution du général Sépher, le Directoire du Calvados intervint pour faire rapporter ou adoucir cette mesure. Ce fut en vain.

BEAUDOUIN dit BOULANGER.

La destinée du fidèle adjoint du général Sépher, Beaudouin dit Boulanger, fut plus tragique. Rappelé à Paris en août 1793, il fut affecté comme adjoint au général Ron sin, à l'armée de Paris, c'est-à-dire à la défense de la Convention. Au 9 thermidor, il se déclara fidèle à Robespierre, le 29 juillet 1794 il était guillotiné.

BRUNE.

Nous serons très bref pour Brune, l'ancien chef d'état-major de Sépher, car il est célèbre. Général en chef en Suisse, en Hollande, en Italie il ne connaît que des victoires. En 1804, à 40 ans, il est Maréchal de France. En 1807, il conquiert la Poméranie Suédoise, puis signe avec Gustave IV, roi de Suède, la convention d'armistice de Stralsund. Ce fut la cause de sa disgrâce et Napoléon se passa désormais de ses services. On dit qu'il était resté plus républicain qu'impérialiste. Mais cela ne l'empêcha pas de se proposer à Louis XVIII en 1814 et en 1815 à Napoléon après le retour de l'île d'Elbe. Il reçut le commandement de l'armée du Var et était à Toulon, au moment de Waterloo. Tout le Midi était en pleine effervescence royaliste. Revenant vers Paris, Brune dut s'arrêter seul à Avignon, son escorte imposante ayant pris un autre chemin ; entouré par la populace, il dut se réfugier dans un hôtel, des individus firent irruption dans sa chambre

et il fut abattu d'un coup de pistolet. Son cadavre, traîné dans la rue, fut précipité dans le Rhône qui le rejeta du côté de Tarascon.

LA BRETÈCHE.

La Bretèche eut, lui aussi, un destin assez bizarre, suite d'une carrière elle-même mouvementée. Il s'appelait Louis, Florentin Bertèche et était né à Sedan en 1764. Engagé dans les volontaires de la Marine, il alla à la Martinique, revint en France à la Compagnie Ecossaise et fut libéré en 1788.

En 1791, il est lieutenant de gendarmerie des Ardennes et devient célèbre. A la bataille de Jemmapes, Beurnonville est entouré par un parti de cavaliers ennemis. Bertèche se précipite, traverse d'un coup d'épée le dragon de Cobourg qui allait tuer Beurnonville et s'en tire avec un coup de feu et 41 coups de sabre. On présente le héros à la Convention qui lui donne une pension et le brevet de colonel du 16^e chasseurs, en formation en Normandie. C'est à ce titre que Bertèche, qu'on appelait La Bretèche se trouvait à Evreux en juin 1793. Ce grand gaillard, au teint basané, le visage tailladé de coups de sabre, les mains mutilées, était très populaire.

Après Caen, Bertèche rentra à Sedan pour rétablir sa santé. La Convention vint l'y chercher en juin 1794 pour lui donner le commandement de l'Ecole de Mars, avec le titre de général. Cette école militaire était destinée à former de vrais officiers républicains. Elle était installée sous tente, aux portes de Paris dans la plaine des Sablons, à l'heure actuelle entre la Porte Maillot et la Porte des Ternes. Il y avait là 2 à 3 000 jeunes gens de 16 à 18 ans que la Convention considérait comme ses défenseurs. Le 9 thermidor, on fit appel à eux et eux-mêmes ne savaient pas s'ils devaient se tourner contre la Convention ou contre la Commune. Pour couper court Bertèche fut arrêté comme favorable à Robespierre, et ensuite comme scélérat, complice de Dumouriez, Custine, Wimpffen. Il n'y comprenait rien, d'autant plus qu'on disait que sa bonhomie égalait sa stupidité. Enfin en décembre 1794, Bertèche put se disculper et rentrer à Sedan. Il y resta, fut retraité avec 1 460 francs de pension plus 1 500 francs pour blessures, en 1805. En 1815, il commanda en second la place de Sedan et mourut en 1841.

Ajoutons que pendant quelques jours le successeur de Bertèche à l'Ecole de Mars fut le général Alexandre Dumas. Si La Bretèche était ardennais, le père d'Alexan-

dre Dumas, Davy de la Pailleterie était normand.

Le 22^e Régiment de Chasseurs de La Bretèche devait devenir le 16^e Chasseurs. Employé en Bretagne de 1793 à 1795, il allait se rendre célèbre pendant les campagnes de l'Empire et son étendard porte les noms d'Austerlitz, Iéna, Eylau, Wagram.

IMBERT ET BONNET.

Il est deux personnages de notre récit dont nous n'avons pu retrouver la trace.

Le commandant Imbert, le sauveur de Vernon, ne paraît pas pouvoir être assimilé aux cinq ou six capitaines Imbert que l'on trouve à l'annuaire de l'armée en 1792 et nous ignorons ce qu'est devenu le citoyen d'honneur de Vernon.

De même, le capitaine Bonnet des dragons d'Alençon ne semble avoir rien de commun avec le capitaine Bonet, natif d'Alençon, qui devait terminer sa carrière comme général et mourir sous Louis-Philippe. D'après ses états de service, ce Bonet était en juillet 1793 à l'armée du Nord, comme fantassin.

FÉLIX DE WIMPFEN.

Le général Félix de Wimpffen s'était tout simplement retiré chez lui à Bayeux. Lorsqu'il fut mis en accusation, il ne s'y sentit plus en sûreté et se réfugia chez un voisin, l'avocat Anfrye, 58, rue Saint-Malo ; Xavier Audouin vint à Bayeux, y fit un discours et fit brûler sur la place publique la couronne civique et les lauriers donnés à Wimpffen pour son héroïque défense de Thionville. Comme le dit un de ses concitoyens « M. de Wimpffen trouva dans sa propre ville un asile qui ne fut perméable qu'à l'amour ». Mademoiselle Anfrye était ardente royaliste ; un galant homme ne reste pas un an caché dans la maison d'une jolie femme sans lui manifester ses sentiments.

Après la chute de Robespierre, le conventionnel Kervelegen obtint un décret : « Le général Wimpffen jouira de sa liberté ». Il sortit donc de sa cachette. Quelque temps après M^{lle} Anfrye s'en alla accoucher à Caen d'un fils qui devint Louis, Gabriel Anfrye, général de brigade sous le Second Empire. La « mère adoptive » mourut en 1829.

Wimpffen à Bayeux avait échappé à tous les recherches. On le soupçonnait d'être en relations avec Puisaye (ce qui est possible) ; on le soupçonnait même d'être l'âme et l'organisateur de la Chouannerie normande, ce qui est certainement faux. Lorsqu'il fut libre, il demeura très surveillé et il se trouva qu'il était absent de Bayeux au moment du débarquement des émigrés à Quiberon. Le général Aubert Dubayet mit cinq mille hommes en campagne autour de Saint-Malo pour rechercher Wimpffen, ils ne le trouvèrent pas, il est fort peu probable qu'il ait songé à se joindre aux émigrés débarqués. Il avait dépassé la cinquantaine et l'âge des aventures. Il ne songeait qu'à vivre agréablement, recevant beaucoup, faisant de la musique, entouré de la considération générale. Mis à la retraite en 1800, Napoléon en fit un inspecteur général des haras et un baron de l'Empire, titre qu'il cumula avec celui de baron de la Royauté. Félix de Wimpffen mourut en 1814 et fut enterré auprès de sa femme à Saint-Germain de la Lieue.

Les officiers qui entouraient Wimpffen furent arrêtés à Caen. La Barberie Saint-Front resta vingt mois en prison, on lui avait pris tout ce qu'il possédait, sous prétexte qu'il avait arrêté un émissaire de la Convention nommé Ségouin et lui avait confisqué les 10 000 livres dont il était porteur. L'autre aide de camp de Wimpffen, Lavidière, le secrétaire Féron, natif de Caen, furent également incarcérés. Lorsque Wimpffen eut recouvré sa liberté, il s'employa à délivrer ses anciens subordonnés et il leur fit obtenir une pension sous le Consulat.

JOSEPH DE PUISAYE.

La carrière de Joseph de Puisaye, après la défaite de Brécourt, ne peut être que résumée tant elle fut mouvementée. Puisaye avait suivi le bataillon breton avec le commandant Le Roy et son aide de camp Focard et parcourut l'Ille-et-Vilaine, le Morbihan, le Perche, il se lia avec les chefs bretons. Son physique avantageux joint à une imperturbable confiance en soi le firent admettre comme chef de la chouannerie bretonne, titre insuffisant qu'il transforme en celui de commandant de l'Armée Catholique et Royale. Il fit d'octobre 1794 à juin 1795 un long séjour en Angleterre, se lia avec le cabinet britannique, entra en relations avec les émigrés français de Londres et vit le comte d'Artois. En juillet 1795, ce fut le fameux débarquement de Quiberon, opération d'abord réussie qui se termina par un désastre et l'exécution en masse des émigrés faits prisonniers.

Puisaye fut rendu responsable de ce sanglant échec. Les véritables causes furent l'absence d'unité dans le commandement, le manque de discipline des émigrés, la désunion entre eux et les chefs chouans, bretons et vendéens et enfin la vive réaction des Républicains de Hoche. Il n'empêche que si Puisaye se comporta bravement au feu — encore que Sombreuil l'ait accusé de s'être rembarqué le premier — il n'avait aucune des qualités militaires, dont l'absence avait déjà causé sa perte à Brécourt.

Après être resté quelque temps en Bretagne, la pacification du pays par les Républicains l'en chassa. Revenu à Londres, il fut fort mal accueilli par les émigrés français, il était antipathique aux Princes, il se mit à la solde de l'Angleterre, probablement comme agent secret. Il reçut des terres au Canada, revint à Londres et se fit naturaliser citoyen britannique. Puisaye avait oublié qu'il était Français. Frustré dans ses ambitions, furieux de ses échecs qu'il imputait aux autres, il déversa sa bile sur les Français et sur ses anciens amis. Le personnage mourut en 1827 en Angleterre, à Hammersmith.

Les émigrés à Londres l'appelaient : le comte de Brécourt !!

LE ROY.

Le commandant Le Roy du 6^e bataillon du Calvados avait suivi Puisaye en Bretagne. Arrêté à Rennes, emprisonné, il fut sauvé par le 9 thermidor. Le Roy s'empressa de revenir à Bayeux où il retrouva situation et considération. Il fut maire de la ville de 1798 à 1805. L'Empire le fit chevalier de la Légion d'honneur, la Restauration le fit chevalier de Saint-Louis à l'occasion du sacre de Charles X et il mourut en 1831.

HYACINTHE VILLETTE.

Bien que lieutenant de gendarmerie de Verneuil, il était aussi chef d'escadrons des dragons de la Manche. Après Brécourt, il fut arrêté dans l'Orne, conduit à Paris et traduit devant le comité de Sûreté générale. Il répondit assez habilement qu'il n'avait jamais reçu l'ordre de se rendre à Versailles, qu'il accompagnait son chef, Joseph Puisaye et n'avait pas à discuter ses ordres. Il fut détenu à la prison des Madelonnettes et le 9 thermidor le remit en liberté. Il termina sa carrière comme commandant de gendarmerie et avait épousé une jeune fille de Neauphes-sur-Dive, près d'Argentan.

LE CAPITAINE MALO.

Malo, « le voleur de chevaux », n'était autre qu'un moine cordelier qui ne manquait pas d'aplomb. Après Brécourt, il ramena ses dragons de la Manche à Falaise, et en repartit comme capitaine au 16^e Chasseurs. En 1796, il était chef d'escadrons au 21^e dragons, campé à Vaugirard quand les royalistes tentèrent un coup de main de nuit sur le camp de Grenelle. Malo bondit à cheval à moitié habillé et sabra les royalistes. Cette intervention décida de sa carrière : Malo devint général. Mais il devint aussi l'objet de sarcasmes. On criait sur son passage : « Libera nos a Malo ». Il mourut en 1801.

BUZOT, BARBAROUX, PÉTION.

Le destin des civils fédéralistes fut plus tragique que celui des militaires.

Buzot, Barbaroux, Pétion avaient quitté Caen pour la Bretagne. Leur ami Guadet leur assura qu'ils trouveraient un refuge en Gironde.

Après maintes péripéties, ils s'embarquèrent à Brest, arrivèrent à Bordeaux et Guadet leur trouva une cachette à Saint-Emilion, où il avait de la famille et des amis. Leur tête était mise à prix, la police les recherchait, une véritable expédition militaire fut montée pour les découvrir. Pour ne pas compromettre leurs hotes ils quittèrent leur refuge et errèrent.

Barbaroux sur le point d'être arrêté, se tira un coup de pistolet, se manqua et fut guillotiné le lendemain à Bordeaux.

Pétion, le vertueux Pétion, le père du peuple de 1791 s'empoisonna ou se suicida ainsi que Buzot. On retrouva leurs cadavres à Saint-Magne, en Gironde, en putréfaction et à demi dévorés par les bêtes sauvages (juin 1794).

BOUGON-LONGRAIS.

Bougon-Longrais avait complètement perdu confiance après Brécourt. Il reprit ses esprits à Caen et ses illusions. Il envoya un ami sûr trouver Robert Lindet pour lui demander s'il serait arrêté quand les troupes républicaines entreraient à Caen. Lindet répondit évasivement « Pour le moment, il s'agit de pacification, après, on verra quels sont les coupables ». Très déçu par cette réponse Bougon

s'en alla vers la Bretagne. Il erra fugitif, désespéré et finit par se faire arrêter aux environs de Fougères. Il eut la chance d'être délivré par la grande marée vendéenne déferlant jusqu'à Granville (4 novembre 1793).

Un avocat de Normandie présenta Bougon-Longrais au duc de la Tremouille « Monsieur de Talmont s'engoua beaucoup de Monsieur Bougon, écrit la marquise de la Rochejacquelein, dans ses Mémoires, c'était un homme de beaucoup d'esprit, il parlait facilement et paraissait aussi propre à l'action qu'au conseil ». Bougon-Longrais fit faire aux Vendéens la même sottise qu'aux Normands. Il les assura que toute la Normandie était prête à se soulever, et qu'au lieu de se replier par la Bretagne, il leur suffirait de marcher sur Vire pour voir accourir à eux les insurgés normands. Monsieur de Talmont fut séduit par ce projet ; une colonne vendéenne se mit en route, se heurta à la résistance de Villedieu et fit demi-tour. Le prince de Talmont et Bougon-Longrais, pourchassés par les Républicains, partirent, se dissimulèrent dans les forêts.

Les deux fugitifs, reconnus au village de Pontauguerin furent arrêtés condamnés à mort à Rennes. Le conventionnel Garnier aurait désiré qu'on surseoie à l'exécution de Bougon, tandis que le général Beaufort écrit « qu'il faut leur accorder une passe pour le royaume des Immortels », ce qui fut fait. Bougon-Longrais fut guillotiné le 4 janvier 1794. Quelques heures avant de monter sur l'échafaud il écrivait à sa mère sa dernière pensée pour Charlotte Corday « ma noble et généreuse amie ». Elle lui avait écrit sa dernière lettre, le 10 juillet, avant de partir pour Paris.

Le 8 pluviôse an III, un décret ordonnait la levée des scellés apposés chez Bougon-Longrais et sa mise en liberté. Il était mort depuis un an !

LES CONVENTIONNELS.

En ce qui concerne les Conventionnels que nous avons vus à l'œuvre en Normandie comme Représentants aux Armées, il convient de rappeler que la chute de Robespierre, le 9 thermidor an II, fut suivie d'une réaction anti-robesspierriste du Centre de la Convention renforcé de la Droite qui avait retrouvé ses députés enfuis ou incarcérés. Puis au printemps 1795, ce fut la contre-réaction des « Patriotes », la Convention envahie le 1^{er} prairial par la populace affamée et soutenue par les vieux montagnards. La réaction fut rude : Tallien et Barras

firent capituler le Faubourg Saint-Antoine et les derniers montagnards mis en accusation. Même Carnot, Jean Bon Saint-André, Lindet, réputés intègres, furent menacés.

Duroy était devenu suspect après le 9 thermidor. Il siégeait à la Convention le 1^{er} prairial quand la foule envahit l'assemblée, assassina Féraud, et il fut désigné avec Bourbotte, Duquesnoy, Prieur de la Marne (l'ancien captif de Caen) pour faire partie de la commission réclamée par les insurgés. Mais la Convention, délivrée des émeutiers, mit à son tour en accusation les quatre membres du Comité. Ils furent condamnés à mort, ainsi que Romme (l'autre détenu de Caen). Après le jugement Romme se frappa d'un couteau qu'il avait dissimulé sous ses vêtements, le passa à Duquesnoy qui se frappa à son tour, Duroy s'en saisit, se frappa et ne se fit qu'une blessure. Il fut traîné sanglant à l'échafaud et mourut en criant : Vive la République.

Bonnet était rentré à Paris, mais il continuait à s'intéresser au Calvados. Après le départ de Lindet il demanda qu'on envoyât dans le Calvados, un homme « réunissant à une politique sage et humaine, une éloquence mâle et naturelle ». Ce ne fut pas lui qu'on envoya ! Demeuré à la Convention, il traversa sans encombre le 9 thermidor an II, germinal et prairial an III et fut nommé en floréal : inspecteur de la salle, fonction qui devait être analogue à celle des questeurs actuels. Sa carrière finit avec la Convention. Par la suite, il eut pas mal d'ennuis, un de ses fils ayant émigré. Cet ancien cheval-léger de la garde du Roi, devenu capitaine de gendarmerie avait refusé de l'avancement sous prétexte qu'il était membre de la Convention. Il vécut d'une modeste pension de réforme. Pierre, Louis Bonnet de Meautry habitait Caen et mourut aux environs, en 1807.

XAVIER AUDOUIN.

Xavier Audouin avait lui aussi été arrêté après le 9 thermidor, en même temps que son beau-père Pache, ainsi que leurs épouses. Il fut détenu à Chartres 18 mois et libéré fin 1795.

On le retrouve, sous le Consulat, Secrétaire au département des Forêts. Cet habile homme, d'ailleurs gros travailleur, sut découvrir le moyen de revenir au Ministère de la Guerre en qualité d'historiographe de Dépôt de la Guerre. Il y écrivit une Histoire de l'Administration de la Guerre en quatre volumes. Elle fut publiée en 1807 et la fin mérite d'être citée. S'adressant à l'Empereur, X. Au-

douin écrit : « Puisse votre gloire être surpassée par notre fidélité ! Puisse-je vivre assez pour en contempler l'apogée ! Mes vœux et mon admiration vous y auront précédé, mon respect et ma fidélité vous y suivront ». X. Audouin avait gardé l'habitude du maniement de l'encensoir ! Inutile d'ajouter que sous la Restauration, il fut fervent royaliste.

Sylvie Pache mourut en 1820, son mari vécut jusqu'en 1837. Sa tombe est au Père Lachaise, on peut y lire :

Xavier AUDOUIN

Avocat à la Cour d'Appel

Ex-Secrétaire général au Ministère de la Guerre

Commissaire ordinaire des Guerres et Conseiller
à la Cour de Cassation

ROBERT LINDET.

Parmi tous les militaires et civils dont nous avons esquissé les agissements en juin, juillet et août 1793, le plus beau caractère est celui de Robert Lindet.

Républicain convaincu, de relations désagréables, il était fort intelligent et travaillait sans arrêt. Revenu à Paris au Comité de Salut Public, on lui donna la charge des subsistances, de l'Industrie et du Commerce. Seul dans son bureau, travaillant jour et nuit, Lindet s'acquitta de cette tâche ingrate à un moment où l'on manquait de tout.

Robert Lindet refusa sa signature pour la mise en accusation de Danton ; bien qu'il n'aimât pas Robespierre, il resta neutre dans la lutte des Thermidoriens, mais quand les vainqueurs du 9 thermidor s'attaquèrent aux anciens membres du Comité de Salut Public, Lindet les défendit. Il était avec Carnot, l'homme le plus respecté. Cependant après la journée du 1^{er} prairial, Lindet fut mis à son tour en accusation et arrêté : les villes qui l'avaient vu à l'œuvre, Caen en particulier, envoyèrent des adresses en sa faveur ; il fut amnistié fin juillet 1795.

Le vent avait tourné et malgré ses qualités, Robert Lindet était considéré comme indésirable ; on le lui fit bien voir : deux fois élu député, il fut déclaré inéligible. Ancien montagnard, ancien membre du Comité de Salut Public, il était suspect et on l'inculpa dans le procès de Babœuf. Robert Lindet dut se cacher et c'est à Caen,

chez les Mesnil qu'il trouva un refuge. Il fut acquitté (mai 1797) après plaidoirie de son frère, l'ex-évêque constitutionnel.

En avril 1798, le département de l'Eure l'envoya au Conseil des Cinq Cents : l'élection fut annulée. Qu'importait à Robert Lindet, il avait trouvé le bonheur. Il venait d'épouser à Caen, le 7 mai 1798, Elisabeth Mesnil, après 5 ans d'attente. Il avait 52 ans et elle 22. Le ménage fut heureux et eut une fille : Arsenne.

Les finances du Directoire sont dans un tel état qu'on fait appel en juillet 1799, au travailleur Lindet. Mais, à peine a-t-il commencé que c'est le 18 Brumaire. Cette fois, la carrière de Robert Lindet était finie.

Demeuré républicain, Robert Lindet se tint à l'écart. N'ayant pas de fortune (ou si peu), il ouvrit son cabinet d'avocat et devint même un avocat important. Ses lettres à Mesnil témoignent de sa lucidité d'esprit et de sa clairvoyance : « l'ambition de Napoléon ne peut conduire qu'à la catastrophe ». Le retour des Bourbons ne le surprit pas.

Pendant les Cent-Jours, il refusa tout emploi. Lorsque Louis XVIII fut définitivement rétabli sur le trône de France, Robert Lindet avait tout à craindre. N'était-ce pas lui qui avait jadis dressé à la Convention le rapport sur les crimes imputés à Louis Capet, rapport qui fut la base de l'accusation qui devait entraîner la condamnation à mort de Louis XVI ? Son ami Carnot fut obligé de fuir en Allemagne où il mourut ; Lindet resta à Paris et son abstention pendant les Cent-Jours lui valut d'échapper à la loi de 1816 sur les régicides.

Robert Lindet acheva sa vie à Paris, le 14 février 1825, vie de travail, de droiture et de fidélité à ses opinions et à ses amis.

Général BONNET DE LA TOUR.

